

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LE CONTRAT DE PRÊT ET LA BAISSE DU FRANC

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences juridiques)

Présentée et soutenue le 20 Novembre 1923

PAR

Maurice HAVY

Président : M. PIÉDELIÈVRE, professeur.

*Suffragants : { M. WAHL, professeur.
M. RIST, professeur.*

PARIS (5°)

LIBRAIRIE DE JURISPRUDENCE ANCIENNE ET MODERNE

EDOUARD DUCHEMIN

L. CHAUNY ET L. QUINSAC, Successeurs

18, Rue Soufflot, 18

1923



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41547504_0090

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LE CONTRAT DE PRÊT ET LA BAISSE DU FRANC

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences juridiques)

Présentée et soutenue le 20 Novembre 1923

PAR

Maurice HAVY

Président : M. PIÉDELIÈVRE, professeur.

Suffragants : { M. WAHL, professeur.
 { M. RIST, professeur.

PARIS (5^e)

LIBRAIRIE DE JURISPRUDENCE ANCIENNE ET MODERNE

EDOUARD DUCHEMIN

L. CHAUNY ET L. QUINSAC, Successeurs

18, Rue Soufflot, 18

1923

UNIVERSITEIT DE BRUXELLES - FACULTE DE DROIT

LE CONTRAT DE PRET ET LA BAISSE DU FRANG

THESE POUR LE DOCTORAT



BRUXELLES - IMPRIMERIE DE LA FACULTE DE DROIT
1914

A LA MÉMOIRE DE MON PÈRE

INTRODUCTION

La dépréciation du franc, par suite de la guerre, a entraîné le phénomène suivant : tout créancier devant, en vertu d'un contrat conclu avant la guerre, recevoir le paiement d'une somme déterminée ou d'une redevance annuelle en argent, reçoit une somme de pouvoir d'achat moindre, quoique numériquement égale.

C'est un prêteur qui sera ainsi lésé par le remboursement en monnaie dépréciée d'une somme prêtée avant la guerre. C'est un bailleur qui recevra un loyer ou fermage dont la valeur absolue ou le pouvoir d'achat aura notablement diminué.

C'est un vendeur à rente viagère qui risquera de toucher les arrérages annuels inférieurs à la valeur locative même de l'immeuble vendu.

C'est un enfant doté après guerre et qui, recevant la même dot numérique qu'un frère doté avant la guerre, se plaindra, lors du rapport de cette dot, de l'infériorité de la valeur de celle-ci (1).

(1) Cette question peut même se poser de façon plus caractéristique. Une fille a reçu en dot, avant guerre, un piano d'une marque et d'un modèle déterminé estimé 1.000 francs. Sa sœur, se mariant après guerre, reçoit également un piano analogue, d'une valeur commerciale alors triple. Devra-t-on tenir compte à la première dotée de la différence de valeur ?

C'est encore une personne ayant contracté une assurance sur la vie et qui, selon la combinaison adoptée, touchera un capital ne représentant même pas le pouvoir d'achat des primes versées, ou bien une rente ne correspondant pas à l'intérêt réel du capital versé (1).

Mais la perte subie par le créancier, lors du paiement de ces diverses obligations, n'apparaît pas toujours avec la netteté désirable pour permettre d'examiner et de discuter, au point de vue juridique, la situation qui lui est faite. Ainsi, dans le contrat de louage de choses (pour ne prendre que cet exemple), la valeur réelle du loyer ou fermage aura diminué progressivement, en concordance avec la dépréciation du franc, mais, d'autre part, le bailleur aura bénéficié ou bénéficiera sûrement de l'augmentation de valeur de sa chose même.

Dans le contrat de prêt d'argent, au contraire, cette situation se présente sous son aspect le plus simple et le plus caractéristique. Le prêteur s'est dépouillé, avant-guerre, d'un capital dont il ne retrouve, en fait, qu'une faible fraction. Il se trouve ainsi appauvri.

(1) La même question se présente dans notre législation fiscale d'une manière évidemment spéciale. En vertu de la loi du 1^{er} juillet 1916 sur les bénéfices supplémentaires, les contribuables sont imposés sur la différence numérique entre les bénéfices annuels moyens des années 1912-1913-1914 ou 1914 seulement et les bénéfices moyens réalisés au cours de la guerre jusqu'en 1920. Un commerçant ayant ainsi réalisé 20.000 francs de bénéfices avant guerre sera imposable si, au cours de la guerre, ces bénéfices sont de 60.000 francs. Et cependant, il n'aura peut-être vendu que la même quantité de marchandises.

En examinant, d'autre part, la situation du débiteur, on observe que celui-ci a, par le remboursement en monnaie dépréciée, réalisé un gain généralement égal à l'appauvrissement du débiteur. Il a pu, en effet, rassembler plus facilement qu'il n'escomptait les fonds nécessaires au remboursement. Il lui a suffi de réaliser quelques biens dont la valeur s'est accrue, ou bien il a prélevé sur ses gains multipliés la somme voulue dans un temps plus court qu'il ne concevait au moment de l'emprunt. Surtout, ces gains lui ont été possibles en raison même du prêt qui lui avait été consenti, — soit que les fonds empruntés lui aient évité l'aliénation des biens donnés simplement en gage, soit qu'ils lui aient permis d'augmenter le rendement d'une exploitation commerciale ou industrielle.

Examiner si cette perte et ce bénéfice corrélatifs doivent être consacrés par les principes de droit applicables, tel est le sujet de notre thèse.

Il nous semble utile, tout d'abord, de dégager et de préciser les divers éléments qui ont amené la situation signalée plus haut.

Ces éléments sont :

1° La différence entre la valeur du « franc or » et celle du « franc papier » ;

2° L'institution du cours forcé du billet de banque ;

3° L'application de la règle de l'article 1895 du Code civil.

Nous allons les examiner successivement.

1^o — Franc or et franc papier

On peut concevoir de différentes façons le franc or. Pour le développement de notre sujet, nous désignons par franc or le lingot d'or monnayé correspondant à cette somme avant la guerre.

Le franc papier est le simple signe représentatif du franc, sous la forme d'un billet de la Banque de France.

La comparaison entre ces deux valeurs pourra se faire pratiquement entre la valeur ou le pouvoir d'achat, d'une part, de la quantité d'or contenue dans une pièce de 20 francs, et, d'autre part, d'un billet de banque de 20 francs.

A l'heure actuelle, le cours de l'or étant de 10 francs environ, la pièce de 20 francs, qui est du poids de 6 gr. 45161, correspond ainsi à une somme de 64 fr. 50, représentés par des billets de banque en cours actuellement.

La différence de ces deux valeurs résulte de l'augmentation du prix des choses, consécutive elle-même à l'inflation fiduciaire, la charge d'impôts et d'emprunts très lourds, l'influence des changes étrangers...

Tandis que cette augmentation se répercutait sur la valeur des métaux précieux et, par conséquent, sur la substance de la monnaie, le billet de banque, simple signe représentatif de la monnaie, continuait à représenter immuablement le même nombre de francs.

Cette différence entre les deux valeurs s'est trouvée consacrée par l'application du cours forcé du billet de banque.

2° — Cours forcé du billet de banque

Dès le début de la guerre, en vertu de la loi du 5 août 1914, la Banque de France a été dispensée de rembourser ses billets en espèce.

Ces billets étaient auparavant sous le régime du « cours légal » depuis le 11 août 1870 (1), c'est-à-dire que les créanciers ne pouvaient les refuser en paiement.

Il est donc résulté de la combinaison du « cours forcé » et du « cours légal » que les créanciers se trouvaient désormais obligés de recevoir en paiement des billets de banque sans pouvoir, comme auparavant, les convertir à vue en espèces.

Cette mesure ne supprimait cependant pas la valeur commerciale du lingot d'or monnayé, les particuliers conservant, en effet, la faculté de les fondre ou de les utiliser pour les paiements à l'étranger. Cette utilisation spéciale n'a plus été possible par le vote de différentes lois : loi du 3 juillet 1915, prohibant la sortie ainsi que la réexportation des monnaies d'or ; loi du 25 août 1915, étendant la même prohibition aux monnaies d'argent ; loi du 12 février 1916, tendant à réprimer le trafic des monnaies en espèces (les mesures adoptées par ces trois lois ont été maintenues après la guerre) ; loi du 20 octobre 1919, réprimant la fonte des monnaies d'or et d'argent.

(1) L'article 1^{er} de cette loi instituait ce cours légal cependant que l'article 2 imposait le cours forcé. La loi du 3 août 1875 a seulement abrogé le cours forcé, laissant subsister le cours légal.

Par suite de ces diverses mesures, la valeur intrinsèque des pièces de monnaie ne pouvait plus être utilisée d'aucune manière ; tout au plus pouvait-elle offrir un attrait considérable pour les thésauriseurs, attrait qui s'est manifesté par la disparition des pièces de monnaie de la circulation.

A part ce dernier avantage, les créanciers n'avaient même plus intérêt à recevoir des pièces de monnaie, celles-ci n'ayant en leurs mains que leur ancienne valeur imposée par la loi.

La monnaie de papier, comme la monnaie métallique, n'étaient plus qu'un signe représentatif de valeur. Mais cette valeur restée numériquement constante, était notablement diminuée dans son pouvoir d'achat ou de mesure de prix. L'unité monétaire avait varié de mesure, sinon de dénomination, et c'est cette dualité de mesures que l'on a pris l'habitude d'exprimer par les termes « franc or » et « franc papier ».

L'institution du cours forcé avait eu comme conséquence d'assurer l'équivalence de ces deux valeurs différentes mais exprimées par le même terme, unité intangible : « le Franc ».

3° — Article 1895 du Code civil

D'après cet article, « l'obligation qui résulte d'un « prêt en argent n'est toujours que de la somme numériquement indiquée au contrat ».

Nous avons vu plus haut que le régime du cours forcé avait eu pour effet de maintenir le franc comme

unité monétaire, quoique celui-ci fût représenté différemment.

Il résulte des termes de l'article 1895, que le débiteur d'une dette d'argent souscrite avant-guerre n'était toujours débiteur que de la même somme numérique (exprimée évidemment en francs) et que, par suite de l'application du cours forcé, il se libérait valablement en versant cette somme en billets de banque de « valeur numérique » correspondante.

Cette disposition ne joue pas seulement dans le contrat de prêt d'argent, mais aussi dans toutes obligations d'argent. Cela résulte de la combinaison des articles 1243 et 1895. La « chose » visée dans l'article 1243 est précisément déterminée par l'article 1895.

CHAPITRE PREMIER

Le prêt d'argent dans le droit ancien

Avant d'aborder la discussion du problème juridique posé plus haut, il n'est pas inutile d'examiner comment celui-ci pouvait se poser dans le droit ancien et comment il avait été solutionné par la doctrine et la jurisprudence.

Caractère de la monnaie ancienne

Une question préjudicielle se pose tout d'abord, celle de savoir quel était le caractère de la monnaie ancienne.

Aristote avait déjà discerné deux valeurs dans la monnaie : l'une, la valeur intrinsèque, c'est-à-dire la valeur matérielle du lingot monnayé ; l'autre, la valeur extrinsèque ou légale imposée par le prince.

« On convint, dit-il (1), de donner et de recevoir,

(1) *Politique*, liv. I, chap. III, § 14, traduction de M. BARTHELÉMY-SAINT-HILAIRE, 2^e édit., p. 32.

« dans les échanges une matière qui, utile par elle-
« même, fût aisément maniable dans les usages habi-
« tuels de la vie ; ce fut du fer, par exemple, de
« l'argent ou telle autre substance analogue, dont
« on détermina d'abord la dimension et le poids et
« qu'enfin, pour se délivrer des embarras de conti-
« nuels mesurages, on marqua d'une empreinte par-
« ticulière, signe de la valeur ».

« ... Par l'effet d'une convention sociale, la monnaie
« est devenue l'instrument de l'échange. On dit
« νομισμα de νομος loi, parce que la monnaie n'existe pas
« de par la nature, elle n'existe que de par la loi,
« et il dépend de nous de la priver de son utilité
« (monétaire), si nous le voulons » (1).

Les jurisconsultes romains paraissent, au con-
traire, avoir séparé l'une de l'autre les deux valeurs
de la monnaie, pour ne l'envisager que sous son seul
signe.

Ainsi, Paul (liv. XXXIII, *Empti venditi*) :

« ... electa materia est, ejus publica ac perpetua
« æstimatio difficultatibus permutationum œqueli-
« tate quantitatis subveniret, *eaque materia forma*
« *publica percussa usum dominiumque non tam ex*
« *substantia proebet quam ex quantitate nec ultra merx*
« *utrumque, sed alterum pretium vocatur* ».

C'était aussi la conception de nos anciens juris-
consultes, dont on trouve l'expression dans le *Traité*
des Monnoyes, de Grimaudet :

(1) *Morale à Nicomaque*, liv. 5.

« Reste à parler de la valeur de la monnoye, en
« laquelle est sa bonté substantielle, qui doit, en
« tout bon gouvernement, estre proportionnée avec
« la valeur de la matière, tellement que la valeur
« imposée ne surpasse la valeur de la matière...

« ... Aussi l'opinion de ceux qui sont d'avis que
« la valeur de la monnoye est en la volonté du
« Prince, est celle qui tousjours a esté pratiquée et
« de laquelle les Princes ont tiré grands profits,
« outre la valeur de la matière » (page 33, chap. 6).

« Par ce que nous avons dict, il appert qu'en la
« monnoye il y a deux bontez, l'une est intrinsèque
« et matérielle, l'autre est extérieure, c'est la valeur
« imposée. La matérielle est seulement considérée
« par le Prince en la façon de la monnoye, en laquelle
« il doit avoir grand égard, que la valeur imposée
« n'excède la valeur de la matière ou de peu (comme
« dict a esté ci-dessus) et n'ont les subjects aucune
« puissance de refuser la monnoye au commerce
« parce que la valeur imposée surpasse la valeur de
« la matière...

« ..., l'autre bonté de la monnoye est extérieure, en
« la valeur imposée qui dépend de la volonté du
« Prince, et non du pris de la matière, comme a esté
« monstré es exemples cy dessus alléguez en laquelle
« valeur est l'essence de la monnoye, et non en la
« matière, car qui osterà le pris imposé à la monnoye,
« elle demeure pour matière seulement » (page 34,
chap. 6).

Cette conception a également été développée très brillamment par Dumoulin, dans son traité *De mutatione monetarum*.

Cet auteur ne trouve pas moins de onze raisons de concevoir la monnaie sous sa seule valeur extrinsèque.

« Et primo... adduco decem vel undecim fortes et « *vivas rationes* » (1).

Nous trouvons intéressant de rapporter ici les principales.

Le principe capital est ainsi énoncé :

« ... quia forma ipsa et substantia monetæ quantum moneta non est materia vel forma naturalis
« ipsius corporis monetæ, sed *valor impositum* ».

Dumoulin rappelle, à ce sujet, l'opinion d'Aristote.

Deuxième raison :

« Quia de jure pecuniæ et quolibet species monetæ
« debet semper ejusdem esse potestatis et eandem
« uniformam indicaturam, seu valorem usualem
« semper et ubique habere ».

Troisième raison :

« ... Quia de jure obligatio ad pecuniam semper
« dicitur certa, imo certissima ».

Quatrième raison :

« ... Quia pecunia recipit functionem etiam for-
« malem et identificam cum alia pecunia etiam di-
« versæ speciæ vel materiæ ».

Cinquième raison :

« Quia in contractibus præsertim in venditione et

(1) *Questio nonagesima secunda*, § 693.

« mutuo, pecunia deducitur, non tanquam massa
« nec tanquam species, nec tanquam quantitas me-
« talli, sed tanquam moneta... ».

Septième raison :

(Après comparaison avec le prêt de consommation de choses fongibles) ... « quia valor impositum pecuniæ
« est vere bonitas intrinseca pecuniæ signatæ, in quan-
« tum talis, licet hoc ipsi rudi metallo non natura,
« sed extrinsecus ex compacto publico accedat ».

Pour Dumoulin, en résumé, la monnaie ne peut être considérée comme une marchandise « pecunia non est merx ».

Cette opinion exagérée ne fut aucunement partagée par Montesquieu :

« ... L'argent a, comme monnaie, une valeur que
« le prince peut fixer ; il établit une proportion entre
« une quantité d'argent, comme métal, et la même
« quantité, comme monnaie. Il fixe celle qui est entre
« les divers métaux employés à la monnaie..., enfin,
« Il donne à chaque pièce une valeur idéale » (*Esprit des Lois*, livre XXII, chap. V).

Ces opinions diverses s'accordaient pour reconnaître le caractère spécial de la monnaie, « instrument d'échange par l'effet d'une convention sociale » ou par ordre du prince. Mais elles divergeaient sur sa valeur intrinsèque, les uns (Dumoulin) la négligeant complètement, les autres (Montesquieu) indiquant qu'une équivalence entre les deux valeurs était désirable.

Les altérations des monnaies

Il faut constater que cette équivalence, au lieu d'être la règle comme aujourd'hui, fut autrefois l'exception. Sous les Romains, peu après l'apparition de l'Aes signatum, des alliages furent effectués, qui diminuèrent la valeur intrinsèque de la monnaie restée pure jusqu'alors. Ces altérations furent opérées d'abord sous Tibère, ce prince trouvant là une ressource pour faire face à ses libéralités exagérées.

Sous Vespasien, la proportion de cuivre s'élève déjà à 18 0/0 ; au commencement du II^e siècle, sous Antonin le Pieux, elle est de 27 0/0 ; sous Commode, de 32 0/0 ; sous Didius Julianus, de 45 0/0 ; sous Caracalla, elle est de 50 0/0.

Ces altérations paraissent encore modestes en comparaison de celles pratiquées sous nos anciennes monarchies. D'Avenel relate celles-ci (1) :

« ... En 1305, le marc d'argent passe subitement
« de 3 livres 13 sols à 9 livres ; en 1355, où il saute
« de 6 livres 15 sols à 18 livres ; 1360, où il monte
« jusqu'à 24, jusqu'à 53, jusqu'à 102 livres ; en 1420,
« où, de 7 livres 5 sols, il s'élève facticement à
« 26 livres ».

(1) *Histoire économique de la propriété, des salaires, des denrées et de tous les prix en général, depuis l'an 1200 jusqu'à l'an 1800*, Paris, 1894, page 53.

Philippe le Bel mérita justement le surnom de faux-monnayeur, en raison des nombreuses altérations qu'il apporta aux monnaies.

Ces altérations revêtaient deux formes bien distinctes : l'une portait sur la nature du métal, l'autre sur sa valeur en livres. Par la première, l'État donnait du cuivre plus ou moins mélangé d'or et d'argent, pour de l'or et de l'argent pur. C'est la fausse monnaie classique que nos tribunaux contemporains punissent journellement des travaux forcés. Par la seconde, l'État attribuait à un métal ou à l'autre, mais le plus souvent à l'argent, une valeur arbitraire. Ces deux procédés étaient fort désagréables au peuple ; les contribuables faisaient leur possible pour s'en garantir. Mais le premier leur faisait l'effet d'un pur vol ; le deuxième leur apparaissait comme un impôt odieux mais non illégitime, qui n'outrepassait pas absolument les droits de la puissance publique (1).

***Principe adopté pour la restitution des espèces
dans le contrat de prêt***

Quoi qu'il en soit, les altérations de monnaie avaient donné lieu à la question de savoir si, en cas de prêt d'argent, les espèces à restituer par l'emprunteur devaient être déterminées par leur valeur au

(1) *Op. cit.*, p. 51.

moment de la passation du contrat, ou bien d'après la valeur lors de la restitution.

La question ne pouvait se poser dans le « nexum », du moins à l'époque où le rôle du « libripens » était effectif ; le créancier ne pouvait en tout cas exiger que le même nombre de lingots bruts qui avaient été remis à l'emprunteur. Mais il ne semble pas douteux que, dans le mutuum, qui n'apparut que sous le régime de l'« aes signatum », la restitution des espèces ne se faisait déjà d'après leur valeur numérique (1).

Accarias traite d'ailleurs la question dans son *Précis de droit romain* (2) :

« ... Dois-je rendre 20 sous d'or en monnaie nouvelle ou bien un nombre de pièces donnant entre elles toutes le même poids d'or que vingt sous d'or anciens ? La deuxième solution serait bien meilleure au point de vue économique, s'il est vrai que la valeur des monnaies dépend de leur poids et de leur titre bien plus que de la volonté du législateur. Mais la première paraît plus conforme aux idées des Romains, l'argent n'ayant à leurs yeux qu'une valeur conventionnelle... ».

(1) Voir :

PAPINIEN (l. 94, § 1, ff. de solut.), « In pecunia non corpora quis cogitat, sed quantitatem » ;

PAUL, lib. XXVIII de reb. cred. (E. XVII) ;

POMPONIUS, lib. XXVII ad Sabinum ;

DONEAU, ad legem 3, ff. de reb. cred., n° 10.

(2) 4^e édition, § 589, p. 240, note 2.

Dans notre ancien droit, les altérations fréquentes et importantes des monnaies rendaient très précaire la situation du créancier. Un proverbe rapporté par Loysel, à ce sujet, était très expressif :

Qui preste non r'a !

Si r'a, non tost.

Si tost, non tout.

Si tout non gré.

Si gré, non tel.

Grimaudet, dans son *Traité des Monnoyes*, examine la question en ces termes (1) :

« ... La question plus douteuse en matière des
« monnoyes est ès debtes des rentes par espèce, ou
« ès contracts de prest, de retraicts lignagers et con-
« ventionnels, de dot, de depost, de legs et autres,
« esquelles est convenu certaines espèces de monnoye
« d'or ou d'argent estre payées, arrivant cas de mu-
« tation, d'augmentation ou diminution de la mon-
« noye comme la debte doit estre acquittée et si les
« debtors sont tenus payer les espèces promises,
« encore qu'elles soyent augmentées de pris ou bien
« si les debtors peuvent retenir l'augmentation, ou
« s'ils seront quictes payant la valeur de l'espèce,
« ayant égard au temps de l'obligation contractée ou
« du payement. Ceste question a été traictée par les
« docteurs du droict civil...

« Les uns desdicts aucteurs tiennent pour la partie
« affirmative, c'est-à-dire que le debteur précisément

(1) Chapitre XI, p. 70.

« est tenu payer l'espèce si elle a cours lors du paye-
 « ment. Les autres ont deffendu la partie négative;
 « c'est-à-dire que si l'espèce est augmentée de pris,
 « que le débiteur se peult acquitter payant l'estima-
 « tion eu égard au temps de l'obligation, ou payant
 « des espèces jusques à concurrence de la dette ayant
 « égard à la somme à laquelle elle revient selon le pris
 « de l'espèce de monnoye au temps de l'obligation.
 « Nous traicterons des raisons de chacune des par-
 « ties...

« ... Il y a grand nombre de raisons pour la partie
 « affirmative qui est que le débiteur est tenu de
 « payer les espèces es cas dessusdicts et autres sem-
 « blables esquels par expres est convenu que le
 « débiteur sera tenu payer l'espèce de monnoye, car
 « es obligations il fault garder ce qu'a esté promis et
 « faire le payement en la mesme forme et es espèces
 « qui ont esté promises, sans que le débiteur se puisse
 « acquicter offrant une espèce de monnoye pour
 « l'autre et n'est le crédeur contraignable recevoir
 « son payement en autre monnoye que celle qui est
 « portée par l'obligation, principalement quand il a
 « interest, que l'une espèce ne soit payée pour
 « l'autre...

« ... Par lequel mot (payer) doit estre observé que
 « la valeur se doit considérer au temps du paye-
 « ment suyvant la bonté substancielle et matérielle
 « pareille à celle qui estoit lors du contrat. Laquelle
 « en la monnoye la loy déclare estre l'alloy ou ma-
 « tière d'or, ou d'argent, ou d'aerain et au poix, qui

« est la bonté intrinsèque et substantielle de la
« monnoye.

« Par quoy à ce que les deniers que l'on doit rendre
« et payer soyent égaux à ceulx qui ont esté baillez
« lors du contract ils doyvent estre de pareil ma-
« tière et poix qu'estoient ceulx desquels le contract
« est faict, lors du date d'iceluy sans avoir égard à
« l'estimation survenue depuis le contract faict qui
« est extrinsèque et accidentaire laquelle la loy ne
« considère in solutione mutui, fors au débiteur qui
« est en demeure. Et en conséquence si le pris de la
« chose prestée décroist comme du vin, du froment
« et d'autres choses, qui consistent en poix nombre
« et mesure et qu'elles soyent a beaucoup plus vil
« pris qu'elles n'estoyent lors du prest, toutes fois
« le débiteur se peult acquicter, baillant et payant au
« crédeur autant qu'il a receu ou mesme genre et
« en pareille bonté de matière ou a pareil poix,
« nombre et mesure, sans qu'il soit tenu supplier
« au crédeur l'estimation de la valeur de laquelle la
« chose a decru depuis le prest : car en iceluy n'est
« considéré le pris ou estimation mais la bonté en la
« matière et le poix, nombre et mesure ».

Grimaudet adopte cette thèse, qu'il dit d'ailleurs
être conforme aux dispositions du droit canon.

« Par laquelle par expres est dispose que si aucun
« a créé rente ou pension de certaine espèce de mon-
« noye et depuis la création de la rente cette espèce
« de monnoye est abolie ou diminuée tellement
« qu'elle soit autre au temps qu'il convient faire le

« payement, qu'elle n'estoit lors du contract, Inno-
cent III et Grégoire IX décident qu'il convient
« faire le payement selon l'estimation et valeur de
« la monnoye ancienne, ayant égard à sa bonté ma-
« térielle ».

Il discute ensuite la théorie négative basée sur la conception particulière de la monnaie que nous avons exposée plus haut.

Cette thèse est soutenue de manière très détaillée par Dumoulin, tant dans son traité *De mutatione monetarum* cité plus haut, que dans le *Sommaire du livre analytique des contracts, usures, rentes constituées, intérêt et monnoyes*. Cet auteur cite notamment plusieurs arrêts du parlement du Châtelet donnant raison à sa thèse.

« Et ceste est la briefve et claire vérité et à pro-
« prement parler le cours et valeur imposé à toute
« monnoye est la vraie bonté intrinsèque d'icelle, en
« tant qu'elle est monnoye, soit d'or soit d'argent.
« Car si on la considère comme masse, ce n'est plus
« la considérer comme monnoye » (1).

Il est plaisant aussi de constater que cette opinion avait été sanctionnée par une ordonnance de Philippe le Bel, « le roi faux-monnayeur », ordonnance insérée dans le style du Parlement de Paris (part. 3, tit. 40, § 3, n° 8) (2).

(1) Sommaire du livre analytique des contracts... § 289.

(2) Cæterum quia mutantes pluries in fraudem usurarum, pecunias vendunt vel cambiunt, et in contractu conventionem adijciunt ut

Beaune, dans son ouvrage sur le *Droit coutumier français*, relate et résume les vives controverses soulevées dans l'ancien droit au sujet de la restitution d'espèces prêtées. Il rappelle l'opinion de Grimaudet citée plus haut, d'après laquelle l'emprunteur était obligé de rendre les espèces selon la valeur qu'elles avaient au temps du contrat et non d'après celle qu'elles avaient à l'époque de la restitution (p. 342).

Cette opinion était d'ailleurs partagée par de savants jurisconsultes. Bartole (sur la loi 101, D., de solut.), Balde (sur la loi 24, D., de jure dotium), Paul de Castro (sur la loi 3, D., de rebus creditis), Favre (sur la loi 3, de rebus creditis), Vinnius (sur les Instit., lib. 3, t. 15, n° 12), Cujas (sur la loi 2, § 1, D., de rebus creditis ; lib. 28, Pauli ad edict.) soutenaient que le créancier avait entendu nécessairement qu'en cas d'augmentation nominale de la monnaie son débiteur lui tiendrait compte de la différence, parce que cette « crue » forcée fait enchérir toutes les choses et que le prêteur recevrait moins si on le payait en espèces dont le cours serait surélevé.

Mais d'autres jurisconsultes éminents, comme Doneau, Voët, Charondas, Boëtius, outre et surtout

solutio debiti eis fiat in alio valore vel alia pecunia quam sit illa quum tradunt, volumus quod nullus teneatur solvere necquis creditor presumat exigere eo modo pecuniæ traditæ per gum vel alios debitum in majori valore quam in valore pecuniæ traditæ. quantum videlicet valebat et currebat communiter juxta ordinationes nostras tempore contractus ex quo pecunia tradita fuit ; et si forsau contrarium sit conventum, conventio talis ipso facto sit nulla, creditaque contrarium faciens, tenebitus pœna prædicta.

Dumoulin, enseignaient que le créancier avait prêté une valeur nominale et non intrinsèque et qu'on ne lui devait qu'une valeur nominale ; que s'il était exposé à perdre dans un cas, celui où cette valeur serait légalement accrue, ce danger pesait de même sur l'emprunteur dans l'autre, celui où elle serait diminuée par le fait du prince, et qu'en somme les chances se compensaient entre eux.

La jurisprudence avait d'abord décidé que l'emprunteur était tenu de fournir la valeur des espèces déterminée par le cours légal au jour du contrat (arrêt Parlement de Paris, 12 septembre 1265). Mais, après une assez longue période d'hésitation, elle s'était en majorité rangée à l'avis contraire (arrêts du Parlement de Paris, 1^{er} août 1560, 17 janvier 1568, 18 août 1576, 26 juillet 1694, 17 mars 1605), en décidant que si les espèces avaient augmenté de valeur depuis le prêt (1), le débiteur devait en rembourser autant, sinon payer d'après leur évaluation au temps de la restitution et non à l'époque du contrat — car il avait emprunté moins les pièces de monnaie elles-mêmes, qui sont uniquement un signe de convention, que la valeur représentée par elles — et qu'il s'était obligé à restituer celle-ci. Du reste, il était admis qu'il suffisait de rendre une somme numérique égale, tout

(1) Il y eut en effet une période durant laquelle la solution admise fut défavorable au débiteur. A la fin du x^ve siècle et au début du xvi^e, il y eut une baisse dans la valeur de l'argent.

en payant avec d'autres espèces ayant cours, et que le débiteur avait le choix de la monnaie, pourvu qu'il n'en résultât aucun préjudice pour le créancier.

Avant Pothier, la question fut encore examinée par Puffendorf, dans son traité du *Droit de la nature et des gens*. Cet auteur n'admettait pas la solution admise à son époque, mais son traducteur et commentateur, Barbeyrac, critiquait de vive façon cette opinion, en indiquant qu'elle n'était ni conforme au droit romain, ni fondée en tout et partout sur les principes du droit naturel (1).

**Mesures prises par les créanciers
pour éviter les conséquences des altérations**

La règle admise par la doctrine et la jurisprudence était évidemment très dure pour les créanciers. En raison des altérations, on est même amené à se demander comment les gens pouvaient courir un risque aussi grand en prêtant de l'argent ou en vendant des biens contre rentes.

« ... La variation des monnoyes causait de gros
« dérangements dans les payements : à mesure
« qu'elles baissoient ou qu'elles haussoient, ceux qui
« avoient fait des marchez entre eux, ceux qui
« avoient presté de l'argent, ceux qui en devoient,
« etc.... souffroient des pertes ou faisoient des gains

(1) *Prêt à consommation et des intérêts*, liv. 5, chap. VII, texte et notes.

« à proportion de ce que l'argent valoit lorsque ils
« avoient contracté et du prix qu'il avoit à l'éché-
« ance du terme des payements... » (1).

Pour comprendre cette situation, il convient tout d'abord de considérer que, jusqu'au ^{xv}^e siècle, la richesse monétaire était insignifiante.

« Une richesse monétaire sous la réserve de grandes
« propriétés était à peine concevable en ce temps. Il
« n'y avait guère que les monastères et la haute aris-
« tocratie qui pussent réunir les deux : la richesse en
« argent et la richesse en terre... » (2).

Les emprunts étaient ainsi plutôt rares et ne portaient, en tout cas, que sur une faible partie de la fortune du prêteur. Il ne faut pas perdre de vue, d'autre part, que, par suite de la prohibition canonique du prêt, les juifs avaient, en fait, le monopole de cette opération, et leur impopularité ne disposait certes pas en leur faveur les tribunaux et les cours. Le prêt était, en tout état de cause, une opération vue avec défaveur. Nous n'en voulons pour preuve que la prohibition de la preuve par témoins. « L'en puet ausint en tel mesme manière apeler de prest comme d'achat qui est fez sans deniers » (livre de Justice et de Plet, IV, 4, § 1) (3).

(1) SECOUSSE. Préface du t. III de la *Collection des Ordonnances des rois de France*.

(2) LAVISSE. *La Société et la situation économique de la fin de la guerre de Cent ans*, p. 153.

(3) Voir ESMEIN. *Etude sur les contrats dans le très ancien droit français*, p. 55.

Avec l'afflux des métaux précieux consécutif à l'exploitation des mines d'Amérique, l'accroissement de la richesse monétaire rendit la prohibition du prêt intolérable, et les chrétiens furent naturellement incités à rechercher les moyens propres à l'éluder. Alors apparurent le contrat pignoratif, la vente à réméré et le contrat mohatra (1).

Comment, malgré la règle admise, les gens pouvaient se livrer aux opérations de prêt directement ou indirectement ? C'est ce que nous révèle de façon très caractéristique d'Avenel, dans l'ouvrage cité plus haut (2).

« Les altérations monétaires n'ont pas eu les conséquences que l'on pourrait se figurer à première vue et que la plupart des historiens leur attribuent.

« C'est là un fait bizarre, mais l'étude du prix des marchandises le prouve surabondamment. Le cours des monnaies n'obéissait pas aux ordonnances royales ; j'ai été fort étonné moi-même, je l'avoue, de ne presque pas trouver trace des troubles que l'on suppose avoir été causés par cette manière d'agir des princes vis-à-vis de la monnaie. Les transactions ne paraissent pas en souffrir sérieusement entre particuliers. On stipule que l'on paie-rait en telles ou telles espèces non altérées ou en

(1) PLANIOL, *Cours élémentaire de Droit civil*, 4^e édit., t. II.

(2) *Histoire économique de la propriété...*, liv. I, chap. I, p. 53.

« monnaie forte, mais le prix de toutes choses expri-
« mées en livres et en sous reste le même dans les
« années où le marc d'argent subit par la volonté
« royale une hausse artificielle que dans les années
« qui précèdent ou suivent...

« ... Sous Philippe le Bel, la plupart des ventes de
« rentes et d'immeubles sont par contrat stipulées
« payables en bonne et forte monnaie dans les poids
« et valeur de Saint-Louis. L'opinion persiste à trai-
« ter la monnaie comme une marchandise, et si le
« gouvernement a émis des espèces affaiblies de titre
« ou de poids, on ne les reçoit que pour la valeur in-
« trinsèque à laquelle on les ramène aussi bien dans le
« langage que dans les écritures...

« Comment la valeur de la livre parvenait-elle à se
« soustraire ainsi aux manœuvres fiscales des souve-
« rains de jadis, que l'on se figure armés de pouvoirs
« presque absolus, c'est ce dont il est aisé de se rendre
« compte en descendant dans le détail des transac-
« tions privées.

« La livre tournois n'était que monnaie de
« compte (1), on ne payait pas en livres ; les paie-
« ments se faisaient en espèces d'or, d'argent ou de
« billon, françaises ou étrangères. Quand le roi alté-
« rait une de ces espèces, quelque monnaie d'argent
« en général, le commerce se rejetait sur les autres
« auxquelles on n'avait pas touché, il se basait sur

(1) La livre tournois correspondait à un poids d'argent fin de 95 gr.

« la monnaie d'or, l'agnel, la chaière, le florin, le
« franc, l'écu, le salut, le mouton, le royal, toutes
« pièces de 14 à 8 francs actuels qui furent frappées
« par les monarques du XIII^e au XIV^e siècle (1).

Ainsi l'emploi d'une monnaie de compte dans les
contrats remédiait aux inconvénients résultant pour
les créanciers de la règle juridique exposée plus haut.
Ce fait est également relaté par Secousse (2).

« Pour remédier à ces inconvénients, le public s'es-
« toit accoustumé à ne plus contracter à livres et à
« sols, mais à marcs d'or ou d'argent, à florins ou
« autres espèces ; c'est-à-dire on ne disoit pas : je vous
« preste 50 livres en monnoyes courantes et vous me
« rendrez dans un certain temps 50 livres en mon-
« noyes qui auront cours alors ; mais je vous preste
« tant de marcs d'or et d'argent et vous m'en ren-
« drez autant ; je vous preste une certaine quantité
« de florins ou de bons gros tournois, et vous m'en
« rendrez le même nombre en nature...

« ... Ces sortes de contracts estoient une des rai-
« sons pour lesquelles le public conservoit dans le
« commerce les monnoyes décriées ; car on en avoit
« besoin pour remplir les engagements que l'on avoit
« pris lorsqu'en empruntant une certaine quantité
« d'espèces courantes, on s'estoit obligé de les rendre
« en nature... ».

(1) Un édit royal de 1636 énumérait 38 monnaies *étrangères* ayant cours dans le royaume !

(2) *Op. cit.*

Et par Jean Bodin (1) :

« Et du temps du Roy Charles septième, après
« l'expulsion des Anglois de la France, le peuple
« voyant l'incertain prix des monnoyes, contracta en
« espèces selon le poyds sans les évaluer, de manière
« que lors de la solution on rendoit pareilles espèces,
« ou bien autres de la valeur, ayant esgard au poyds
« et loy d'icelles du jour du contract et non à la va-
« leur par sols et livres du temps de la solution, la-
« quelle estimation de la monnoye par sols et livres
« est imaginaire et incertaine... ».

Il résulte donc de l'examen du droit ancien, au sujet de la question qui nous préoccupe, que l'on tenait compte, lors de la restitution des espèces prêtées, de la seule valeur numérique, quelles que fussent les altérations apportées.

Les variations dans le pouvoir d'achat des métaux précieux étaient également négligées. Il est vrai que celles-ci n'étaient pas comparables à la proportion des altérations monétaires (2).

(1) *Discours sur le rehaussement et diminution des monnoyes tant d'or que d'argent, et le moyen d'y remédier et responcé aux paradoxes de M. de Malestroict*, Paris, 1578.

(2) Il est en effet intéressant de noter que les coefficients du pouvoir de l'argent avaient des fluctuations normales. D'Avenel en donne le tableau pour la période de 1601 à 1800 (le pouvoir actuel étant égal à 1) :

1601 à 1625	3	1701 à 1725	2,75
1626 à 1650	2,50	1726 à 1750	3
1651 à 1675	2	1751 à 1775	2,33
1676 à 1700	2,33	1776 à 1790	2

(*Op. cit.*, p. 82, note 1).

Il est curieux, en tout cas, de constater que l'obligation du débiteur d'un prêt d'argent « *redde quod debes* » était déterminée par une règle étroite dont l'application rigoureuse était évitée par les créanciers prudents.

Doctrine de Pothier

Pothier résuma et simplifia la règle admise dans l'ancien droit. Dans son *Traité du prêt de consommation*, il écrit, paragraphe 35 :

« Lorsque c'est une somme d'argent qui a été prêtée, l'obligation de l'emprunteur a pour objet une pareille somme d'argent dont le prêteur a droit de demander le paiement à l'emprunteur par l'action « *ex mutuo* ».

36. — « C'est une question débattue entre les interprètes, si l'argent prêté doit être rendu sur le pied qu'il vaut au temps du paiement, ou sur celui qu'il valait au temps du contrat ?

« L'usage est constant dans notre jurisprudence, qu'il doit être rendu sur le pied qu'il vaut au temps du paiement. Notre jurisprudence est fondée sur ce principe que, dans la monnaie, on ne considère pas les corps et pièces de monnaie, mais seulement la valeur que le prince y a attachée : *In pecunia non corpora quis cogitat, sed quantitatem* (l. 94, § 1, ff. de Solut.). Les pièces de monnaie ne sont que le signe public de cette valeur qui seule est considérée : *Ea materia forma publice percussa usum domi-*

« niumque non tam ex substantia præbet, quam ex
« quantitate (l. 1, ff. de Contrah. empt.).

« Il suit de ce principe que ce ne sont point les
« pièces de monnaie, mais seulement la valeur
« qu'elles signifient, qui fait la matière du prêt, ainsi
« que des autres contrats. C'est donc la valeur signi-
« fiée par les pièces de monnaie, plutôt que les pièces
« mêmes qui n'en sont que le signe, que l'emprun-
« teur emprunte, et, par conséquent, c'est cette va-
« leur qu'il s'oblige de rendre ; et en rendant cette
« même valeur, il satisfait à son obligation, quoique
« le prince ait apporté du changement dans les signes
« qui la représentent ; puta, quoique la monnaie qui
« a cours au temps du paiement, soit d'un moindre
« aloi ou d'un moindre poids ou qu'étant survenue
« une augmentation sur les espèces, il en faille un
« moindre nombre pour faire cette valeur que celui
« qu'il a reçu.

« Il faut pourtant convenir que le prêteur à qui on
« rend la somme qu'il a prêtée, en espèces augmen-
« tées, souffre un préjudice du prêt qu'il a fait ; car,
« outre qu'il aurait profité de l'augmentation s'il
« n'eût pas fait le prêt et qu'il eût gardé en espèces,
« c'est que cette valeur qu'on lui rend n'est égale que
« nomine tenus à celle qu'il a prêtée, mais quant à
« l'effet, on lui rend moins.

« On ne peut pas non plus toujours dire que le
« risque que court le prêteur, en prêtant, de perdre
« l'augmentation survenue sur les espèces qu'il au-
« rait eues, s'il les eût gardées, se compense par

« l'avantage qu'il a de n'être pas exposé à la perte
« des diminutions d'espèces, s'il arrivait de la dimi-
« nution au lieu d'augmentation ; car le prêt peut
« être fait dans des circonstances telles qu'il y ait
« beaucoup plus lieu d'attendre des augmentations
« que des diminutions... ».

Tout ce système reposait en somme sur une conception erronée de la monnaie : « *Pecunia non est*
« *merx* », avait dit Dumoulin.

Il n'est pas déraisonnable que les jurisconsultes l'aient admise, eu égard aux variations monétaires. En l'absence d'une valeur intrinsèque constante, ils trouvaient du moins dans la valeur numérique des espèces une base certaine pour le règlement des obligations d'argent. « *Quia de jure obligatio ad pecuniam semper dicitur certa, imo certissima* » (Dumoulin).

CHAPITRE II

Analyse des principes du Code civil concernant le prêt d'argent

Cette doctrine fut naturellement consacrée par le Code civil.

Voici en quels termes le tribun Boutteville s'exprimait dans son rapport au tribunal, le 16 ventôse, an 12, sur la loi contenant les règles du prêt :

« S'il s'agit d'un prêt d'argent, les pièces fournies
« ne sont donc (par suite du transfert de la propriété)
« pas identiquement celles prêtées et celles à rendre,
« mais pareille somme que celle énoncée au contrat,
« en espèces ayant cours au jour convenu pour la
« restitution, quelques variations que les espèces aient
« éprouvées entre l'époque du prêt et celle du paye-
« ment ».

Le rapport du tribun Albisson au Corps législatif fait allusion aux controverses anciennes, mais pour écarter la doctrine contraire au principe proposé.

« Ici vient se placer, comme exception à l'article
« 1902 qui veut que les choses prêtées soient rendues

« en même quantité et qualité, et à l'article 1892 qui
« soumet l'emprunteur à l'obligation de rendre au-
« tant en même espèce et qualité, la disposition de
« l'article 1895 qui porte que...

« Le cas supposé par cet article avait donné lieu à
« quelques distinctions plus subtiles que solides,
« quoique revêtues d'une apparence d'équité ; mais
« sa disposition est conforme à la jurisprudence reçue
« et en droit romain sur lequel elle était fondée ».

L'article 1895 du Code civil est ainsi conçu :

« L'obligation qui résulte d'un prêt en argent, n'est
« toujours que de la somme numérique énoncée au
« contrat.

« S'il y a eu augmentation ou diminution d'espèces
« avant l'époque du payement, le débiteur doit
« rendre la somme numérique prêtée, et ne doit
« rendre que cette somme dans les espèces ayant
« cours au moment du payement ».

Nous avons dit qu'il consacrait la règle en vertu de laquelle dans tous paiements la valeur numérique, c'est-à-dire la valeur légale de la monnaie, doit être seule considérée, abstraction faite de sa valeur intrinsèque.

Il est essentiel d'observer tout d'abord que, d'après sa rédaction même, cet article ne doit s'appliquer qu'en cas de prêt *d'espèces métalliques*. Cela résulte de l'expression même « *prêt en argent* », qui implique le prêt d'espèces métalliques, alors que si, dans l'esprit du législateur, cette application eût pu s'étendre

au prêt de sommes d'argent (envisagées au besoin sous forme de papier), l'expression « *prêt d'argent* » eût été de préférence adoptée.

Cette idée se trouve d'ailleurs confirmée par la rédaction du deuxième paragraphe qui vise le cas « d'augmentation ou de diminution d'espèces ».

Enfin, on retrouve les mêmes termes dans le rapport du tribun Boutteville, rapporté plus haut : « les pièces fournies ».

Il est permis d'autant mieux d'affirmer que, normalement, cet article ne pouvait s'appliquer à des billets représentatifs de monnaie, qu'au moment du vote de cet article, le législateur ne pouvait pas avoir oublié la désastreuse expérience des assignats et des mandats territoriaux, et qu'à cette époque, on avait fixé le statut de la Banque de France lui donnant notamment la faculté d'émettre des billets. Cette omission de la monnaie de papier dans le texte de l'article 1895 est significative.

Le principe adopté correspondait à deux hypothèses :

1^o *En cas de variation dans la valeur commerciale de la monnaie* — nous entendons par cette expression le pouvoir d'achat de celle-ci.

En ce sens, l'article 1895 n'était qu'une simple application des articles 1892 et 1902 sur le prêt de consommation, article qui prévoit que l'emprunteur devra rendre au prêteur la même quantité de

choses que celles prêtées et de même espèce et qualité.

Dans ce contrat, le créancier est toujours assuré de retrouver dans son patrimoine même quantité de choses semblables à celles qu'il avait prêtées. Il est bien certain qu'en contractant, il n'a eu en vue que cette restitution et non la valeur commerciale des choses restituées, et, s'il a pu prévoir les chances de gain ou de perte en raison des fluctuations inévitables des marchandises, il a accepté d'avance ce risque, aussi bien, d'ailleurs, que le débiteur.

M. Planiol (1) dit à ce sujet :

« On ne tient pas compte de la différence de valeur
« qui peut exister entre les choses reçues et les choses
« rendues. Dans l'intervalle, la valeur des choses a
« pu changer par l'effet des variations des cours
« commerciaux : l'emprunteur se libérera néanmoins
« aux conditions sus-indiquées, quelle que soit la
« baisse ou la hausse survenue dans le prix de la
« chose entre les deux époques du prêt et du paie-
« ment. »

Il n'y avait pas de raisons, évidemment, de traiter à ce point de vue la monnaie autrement que les autres choses fongibles.

Ainsi, si, lors du remboursement, la somme à restituer avait une valeur commerciale, c'est-à-dire un pouvoir d'achat supérieur ou inférieur à la valeur du temps du prêt, le débiteur ou le créancier ne pou-

(1) PLANIOL, tome II, § 2.067.

vaient élever de réclamation pour cette différence de valeur : « la valeur numérique » indiquée au contrat s'imposait de toute façon au débiteur ou au créancier.

2^o *En cas de changement dans la valeur intrinsèque de la monnaie* (1).

On conçoit très bien que le législateur ait envisagé ce cas, instruit qu'il était par les altérations des temps passés et ignorant encore des qualités de stabilité des monnaies récemment instituées.

Si donc, dans l'intervalle de temps entre le prêt et l'époque fixée pour le remboursement, les espèces de monnaie subissaient une altération dans leur titre (diminution de métal précieux), soit dans leur poids, soit encore dans leur valeur intrinsèque (en cas d'augmentation de la valeur légale), l'unité monétaire ne se trouvant pas changée, le créancier se trouvait ainsi contraint de recevoir une monnaie dont la valeur intrinsèque se trouvait inférieure à la valeur des espèces prêtées.

Pareille solution se serait imposée au débiteur, si cette altération avait eu lieu en sens contraire (2).

(1) Cette hypothèse était expressément prévue ; la disposition finale que le débiteur doit rendre la somme numérique prêtée... dans les espèces ayant cours au moment du paiement, vise bien le cas d'une altération des monnaies effectuée dans l'intervalle.

(2) Il est intéressant de noter que certaines législations étrangères ont adopté un principe différent.

Suivant le Code sarde, la règle de l'article 1895 ne doit pas être suivie

Nous n'entendons pas discuter ce principe même, quoiqu'il y ait de sérieuses raisons pour cela, raisons qui avaient été dégagées par d'anciens jurisconsultes (1) et affirmées à certain moment pas des décisions de jurisprudence.

Aussi bien, la discussion serait stérile, par suite du caractère de la monnaie dans les temps modernes que nous allons examiner.

lorsqu'il y a eu stipulation de rendre la somme prêtée en monnaies d'or ou d'argent dans les mêmes espèces et dans la même quantité. S'il y a eu altération dans la valeur intrinsèque de ces monnaies, ou qu'on ne puisse s'en procurer, ou qu'elles soient hors de cours, on doit rendre l'équivalent de la valeur intrinsèque qu'elles avaient au temps où le prêt a été effectué (art. 1917).

Suivant le Code autrichien, le remboursement doit se faire, en cas de stipulation, en la monnaie prêtée (art. 987) ; les changements introduits par la loi dans les monnaies sans en altérer le titre sont pour le compte du prêteur ; mais si la valeur intrinsèque a été modifiée, le paiement sera effectué proportionnellement à la valeur intrinsèque de la monnaie lors du prêt ; si, à l'époque du remboursement, les espèces de monnaie prêtées n'ont plus cours dans le pays, le paiement s'opérera en valeurs analogues, de manière à ce que le créancier reçoive une valeur égale à celle qu'avaient les espèces prêtées lors du prêt (art. 989).

(1) *Suprà*, page 20.

CHAPITRE III

Caractères de la monnaie moderne Sens rationnel de l'article 1895 du Code civil

Nous avons vu plus haut que, pour les anciens juriconsultes français, la monnaie n'était pas une marchandise : « pecunia non est merx ».

C'était là une erreur qui résultait sans doute de la fantaisie avec laquelle la monnaie était autrefois traitée par les souverains.

D'après son origine, sa fonction, l'essence même de la monnaie est d'être une marchandise.

« La monnaie métallique, l'or et l'argent, est reçue
« dans les échanges, non comme un signe arbitraire
« de la valeur, mais à la fois comme une mesure et
« comme un équivalent réel de la marchandise qui
« est livrée en échange » (P. Leroy-Beaulieu, *Traité de la science des Finances*, 7^e édition, t. II, p. 677).

« La monnaie a plusieurs fonctions distinctes. La
« première de toutes est celle de servir d'intermé-
« diaire dans les échanges. Mais il faut pour cela que
« la monnaie soit une marchandise que tout le monde

« veuillez bien recevoir » (Cauwès, *Cours d'Economie politique*, t. II, § 519).

Il en résulte que les pièces de monnaie ne valent que par la quantité de métal précieux qu'elles contiennent. C'est ce principe même qui a été appliqué dans l'établissement de la monnaie. S'il est donné un signe aux lingots en circulation, c'est pour éviter l'essai et la pesée du métal qu'ils renferment et pour affirmer la consistance, le poids et par conséquent la valeur de ce métal.

Ce signe a permis, en outre, d'adopter une unité monétaire qui se retrouve en multiples variables selon les diverses pièces de monnaie.

Mais ce serait une erreur (1) de considérer cette valeur numérique ou légale comme la seule valeur de la monnaie à l'égard des particuliers ; elle ne correspondrait alors qu'à une seule utilité, celle de mesure des prix ; or, nous avons vu que la monnaie devait, en outre, avoir une valeur équivalente des marchandises cédées en échange.

Il importe que cette valeur, correspondant à la valeur légale, soit et reste garantie par l'État (2).

(1) Erreur commise par les anciens jurisconsultes, notamment Dumoulin.

(2) Il nous est permis, ainsi, de critiquer l'opinion émise par M. Gide, dans son *Traité d'économie politique*, que la situation économique ne serait pas troublée si, par exemple, la pièce de 20 francs ne contenait en réalité que 5 francs de métal précieux, car, pour lui, la déclaration de valeur (le signe) est en grande partie attributive.

La modification des prix par suite de la guerre en constitue le meilleur démenti. Au surplus, si nous avons conservé une circulation

Cette sécurité monétaire est si bien jugée par l'État moderne comme la garantie essentielle des transactions entre particuliers, que des mesures sont prises par lui pour sauvegarder le principe d'équivalence indiqué plus haut.

C'est ainsi que les particuliers ont le droit de faire frapper et de fondre des monnaies, ce qui permet de rétablir l'équilibre rompu entre les deux valeurs, selon que les pièces de monnaie sont « faibles » ou « fortes ».

En fait, depuis la création des nouvelles monnaies, celles-ci n'ont subi aucune altération, et l'État n'y a d'ailleurs jamais songé (1).

Quant au billet de banque, il n'a de valeur que parce qu'il représente une monnaie métallique et donne à son porteur la faculté d'obtenir à son gré des espèces ; c'est une sorte de « warrant métallique » (2).

métallique, il est permis de penser, dans l'hypothèse émise par M. Gide, que les créanciers recevant un équivalent de valeur moindre que les marchandises cédées par eux s'empresseraient de troquer cette monnaie insuffisante contre un équivalent plus réel.

(1) On doit cependant remarquer qu'en ce qui concerne les monnaies d'argent, la baisse de ce métal à partir de 1871 a entraîné une différence croissante entre la valeur intrinsèque de ces monnaies et leur valeur légale. Mais ce phénomène ne nuit aucunement aux transactions des particuliers, en raison de l'application du régime bi-métallique dans notre pays.

Au surplus, il ne résultait pas d'une altération directe ; il est d'ailleurs curieux de noter que l'État, souffrant seul de cette situation, arrêta la frappe des pièces d'argent de cinq francs en 1876.

(2) WOŁOWSKI. *Enquête sur la question monétaire.*

Nous venons de voir que le caractère de la monnaie est de présenter une équivalence constante entre sa valeur intrinsèque et sa valeur légale. Il résulte de ceci que l'article 1895 du Code civil trouvait, en fait, son application restreinte au seul cas de variation dans la valeur commerciale de la monnaie.

Cette application, correspondant à la règle du prêt de lingots, nous amène à répondre à l'objection qui pourrait nous être faite, à savoir que nous ne considérons dans la monnaie que sa valeur intrinsèque, sans avoir égard à sa valeur légale.

Certes, nous considérons la valeur intrinsèque de la monnaie comme étant la qualité principale de celle-ci. Mais si cette seule valeur servait de base aux échanges, il en résulterait une complexité extrême, puisqu'elle varierait avec les cours commerciaux.

La valeur légale correspond précisément à cette nécessité de donner aux transactions une unité monétaire constante. Et considérer cette valeur seule dans les contrats (comme le fait l'article 1895 du Code civil), cela veut dire simplement *qu'on ne doit pas tenir compte des variations de la valeur commerciale ou du pouvoir d'achat de la monnaie.* C'est cette idée qu'exprime M. Cauwès en appelant la monnaie le « type contractuel des valeurs ».

Mais cette même valeur légale donne aussi au créancier la certitude d'obtenir de son débiteur la restitution d'une valeur intrinsèque déterminée, en raison du rapport étroit d'équivalence de ces deux valeurs.

Si le créancier n'avait pas cette certitude, il est très douteux qu'il accepterait de se déposséder de ses espèces contre une créance de valeur sujette à d'énormes variations.

C'est ainsi que doit être compris l'article 1895, qui n'est, nous l'avons vu plus haut, que l'application de l'article 1902 du Code civil, assurant au créancier la restitution de choses « de même espèce et qualité ».

La valeur légale seule détermine la mesure des obligations d'argent. Mais cet article ne dit que cela et il ne peut, dans ses termes, s'appliquer naturellement à la monnaie de papier au cas de substitution de celle-ci à la monnaie métallique.

Il convient de rapprocher de l'article 1895 l'article 1243 du Code civil :

« Le créancier ne peut être contraint de recevoir
« une autre chose que celle qui lui est due, quoique
« la valeur de la chose offerte soit égale ou même
« plus grande. »

La « chose » étant la valeur numérique, en cas d'obligation de somme d'argent, doit être déterminée selon les règles de l'article 1895.

Doctrines modernes

Le principe de l'article 1895 est-il d'ordre public ?

Il n'est pas sans intérêt de passer une revue rapide de la doctrine moderne et de voir si la question qui nous préoccupe avait été examinée.

La grande majorité des auteurs approuvent le principe de l'article 1895, mais il importe d'observer qu'ils ne le justifient qu'en discutant sur le cas de prêt « en espèces ».

Ils reprennent sous des formes variées les doctrines de Dumoulin et de Pothier, et s'ils distinguent la valeur intrinsèque de la valeur nominale ou légale de la monnaie, ils ne considèrent que celle-ci dans le contrat de prêt.

En ce sens, notamment : Troplong, *Traité du prêt*, § 229 et suivants, 240, 261, 262 ; Demolombe, tome IV des *Contrats*, § 258 ; Aubry et Rau, tome IV, § 318 ; Delvincourt, tome XI, p. 132 ; Guillouard, *Traité du prêt*, n° 82 et suivants ; Baudry et Barde, tome IV, nos 1459 et 1460.

Contra : Duranton, *Cours du Droit civil français*, « du prêt », 3^e édit., § 574 ; Colmet de Santerre, *Cours analytique de Droit civil*, tome VIII, § 100 bis et suivants ; P. Pont, *Traité des petits contrats*, 2^e édit., § 204.

Il convient d'apprécier la portée de la doctrine dominante. Quand Demolombe dit :

« Ce que les parties considèrent donc seulement
« dans les espèces monnayées, ce n'est pas la valeur
« intrinsèque du métal, comme lorsqu'elles traitent
« sur des lingots ; c'est la représentation légale de la
« valeur signifiée, pour laquelle l'État les a livrées à
« la circulation.

« C'est là, disons-nous, un principe général fondé
« sur les considérations politiques et sociales les plus

« évidentes et dont nous pouvons ajouter, en conséquence, qu'il est un principe d'ordre public... »

Il reprend sous une forme très vigoureuse le principe de l'article 1895, mais nous en avons fait la critique dans l'analyse de la monnaie moderne. Aucune considération ne peut empêcher que la valeur légale de la monnaie ne contienne, potentiellement en quelque sorte, une valeur intrinsèque déterminée.

La question ne change pas d'aspect si on admet que le principe de l'article 1895 est d'ordre public.

Il importe peu, en effet, que les parties puissent ou non stipuler valablement qu'elles se tiendront respectivement compte de l'augmentation et de la diminution des espèces.

Il reste certain que le remboursement de ces espèces apportera toujours au créancier une valeur intrinsèque appréciable, malgré l'altération des pièces de monnaie ou la diminution de leur pouvoir d'achat.

Au surplus, la question a été l'objet de vives controverses.

Ne considéraient pas l'article 1895 comme d'ordre public : Colmet de Santerre, § 100 *bis*, V ; Duranton, t. XII, n° 93, t. XVII, n° 577. Celui-ci réfute la thèse de M. Delvincourt, qui justifiait la règle de l'article 1895 à l'aide de la raison d'état.

« M. Delvincourt dit que l'on a considéré la raison d'état ; mais il nous semble que la raison d'état n'aura pas été blessée par l'adoption du système contraire, car la nouvelle monnaie n'aurait pas moins servi aux paiements ; seulement, les parties

« se seraient fait raison de la différence de la valeur
« réelle telle que nous entendons d'avec celle qui a
« été prêtée; et en cela la raison d'état n'aurait
« souffert aucune atteinte. Ce qui aurait blessé la
« raison d'état, c'eût été le refus qu'eût pu faire le
« prêteur de la nouvelle monnaie que le débiteur
« aurait voulu faire servir à sa libération, mais il
« n'est pas question de cela dans le point discuté. »

P. Pont, surtout, s'exprimant en ces termes
(*Traité des petits contrats*, n° 242) :

« Nous pensons même qu'il ne faut pas voir dans
« l'article 1895 une disposition d'ordre public à
« laquelle il soit interdit de déroger par des conven-
« tions particulières. Donc, s'il était formellement
« stipulé que, quelles que fussent les variations des
« monnaies survenues au cours du prêt, il n'en serait
« pas tenu compte au moment de la restitution, et
« qu'en toute hypothèse le prêteur aurait à rendre
« une valeur égale en poids à celle qu'il a reçue, ni
« plus ni moins, la convention serait licite et devrait
« être exécutée. Ce serait, en effet, comme si le prêt
« avait eu pour objet de l'argent en lingots. C'est
« l'avis de quelques auteurs. »

Voir aussi, en ce sens : Dalloz (*J. G.*, V° Prêt);
Baudry et Wahl (Prêt, 3^e éd., n° 752).

Mais la négative était cependant l'opinion domi-
nante de la doctrine : Troplong, § 240; Duvergier,
t. VI, § 177; Guillouard, § 82; Demolombe, t. IV,
§ 259.

Ce débat n'offrait, au surplus, qu'un intérêt pratique bien mince, purement doctrinal, puisque, d'une part, l'État avait renoncé aux funestes pratiques de l'altération monétaire, et que, d'autre part, les variations de la valeur commerciale ne pouvaient donner lieu à une sérieuse discussion (voir *suprà*, p. 34).

CHAPITRE IV

Le cours forcé du billet de banque Distinction du but de ce régime et de ses conséquences

Mais, avec le cours forcé du billet de banque, la question change d'aspect. Les mêmes règles doivent-elles s'appliquer à une monnaie purement fictive ? La seule valeur nominale de la monnaie, dégagée de sa valeur intrinsèque, doit-elle être considérée comme formant l'objet des obligations d'argent contractées sous le régime normal ?

A priori, les développements que nous avons donné plus haut sur la conception de la monnaie et sur la portée de l'article 1895 (applicable seulement aux *espèces* de monnaie) s'opposent à cette extension.

Et, cependant, dès avant la guerre, la doctrine avait fait cette assimilation dans des circonstances, il est vrai, bien différentes des circonstances actuelles.

Le régime du cours forcé du billet de banque fut appliqué, une première fois, par décret du

15 mars 1848. Cette mesure avait été dictée par l'empressement des gens affolés par les événements, qui demandaient le remboursement des billets en espèces et menaçaient ainsi d'épuiser les réserves métalliques de la Banque de France. Cette crise dura peu, puisque cette disposition fut abrogée par une loi du 6 août 1850.

Si des paiements furent effectués pendant cette courte période, les créanciers ne purent être lésés... Le billet de banque avait-il même subi une dépréciation ?

La situation fut quelque peu différente en 1870 ; le cours forcé fut institué par la loi du 11 août 1870 et ne fut abrogé que par la loi du 3 août 1875. Cependant, la dépréciation subie par le billet de banque fut relativement négligeable, comparative-ment à celle qu'il a subie après la guerre récente. Il importe de noter que les paiements d'or à l'étranger n'étaient pas proscrits et qu'ainsi les changes donnaient une mesure exacte de cette dépréciation. M. P. Leroy-Beaulieu (1) écrit à ce sujet :

« Du mois de juin 1871 au mois de septembre 1873,
« le cours coté le plus bas a été de 25 fr. 21 cent. $\frac{1}{4}$,
« en juin 1871, et le cours le plus élevé a été de
« 26 fr. 18 cent. $\frac{3}{4}$, en octobre 1871, soit près de 4 0/0
« au-dessus du pair. En 1872, le cours coté le plus
« bas a été de 25 fr. 26 $\frac{1}{4}$, en avril, et le cours le
« plus élevé de 25 fr. 68 $\frac{1}{2}$, en novembre, soit près

(1) Traité de la Science des Finances, t. II, p. 744.

« de 2 0/0 au-dessus du pair. En 1873, du mois de
« janvier au mois de septembre, le cours coté le plus
« bas a été de 25 fr. 33, en mars, et le cours le plus
« élevé de 25 fr. 57 1/2, en juin, soit 1/2 0/0 au-dessus
« du pair.

« Naturellement, l'or devait, dans ces conditions,
« faire une légère prime sur le billet. Pendant le
« temps que durèrent les opérations du paiement de
« l'indemnité de guerre, cette prime fut en général
« de 8 à 12 pour 1.000, chiffre très modique ; mais
« en septembre et octobre 1871, elle atteignit 25
« pour 1.000... »

La dépréciation minime du billet de banque n'eût donc pas d'inconvénients sérieux pour les créanciers contraints de les recevoir en paiement. La perte légère qu'ils subissaient ne dépassait pas la marge normale de variation des prix.

Il importe de tenir compte de ces circonstances spéciales pour apprécier les décisions de jurisprudence intervenues après la guerre de 1870, à l'occasion du régime forcé.

La question s'était ainsi posée de savoir si la loi du 11 août 1870 (instituant le cours forcé) était d'ordre public et si les particuliers n'y pouvaient déroger en stipulant strictement un paiement en espèces.

La Cour de Douai, par arrêt du 8 mars 1872 (*D. P.*, 72, 2, 51), avait déclaré cette stipulation valable.

Mais la Cour de cassation, saisie sur pourvoi, a cassé cette décision (arr. Cass. civ., 11, 2, 73 ; *D. P.*, 73, 1, 17).

D'après cet arrêt, les lois monétaires qui, en vue de conjurer une crise imminente, décrètent le cours forcé, participent du caractère des lois de police et de sûreté et rentrent dans la classe de celles auxquelles il n'est pas permis de déroger par des conventions particulières... même antérieures à la promulgation de ces lois.

Spécialement, en présence de la loi du 12 août 1870, la stipulation qu'un paiement sera fait en espèces d'or ou d'argent est nulle, comme contraire à l'ordre public.

Et elle doit être annulée alors même qu'elle résulte d'une convention antérieure contraire à la loi.

Cet arrêt fut très vivement critiqué par M. Boistel (note sous arrêt rapporté au *Dalloz*) et par M. Labbé (*S.*, 73, 1, 97), pour des motifs différents.

Mais ces deux commentateurs n'ont pas abordé le problème qui nous occupe.

A ce moment-là, d'ailleurs, il ne pouvait être pressenti, puisque la dépréciation du billet de banque fut négligeable.

Ainsi, la doctrine ne pouvant, en fait, considérer le cours forcé que comme une simple mesure de police et de sûreté, admettait l'assimilation du papier monnaie à la monnaie métallique (1).

(1) FUZIER HERMAN. *Rép. alph. de Dr. fr.*, V^o Paiement, n^o 131, et les divers auteurs cités.

Aubry et Rau avaient pu écrire dès auparavant :

« Le cours forcé est une conséquence nécessaire de
« l'assimilation du billet à une monnaie légale. La
« disposition qui crée cette assimilation a un carac-
« tère marqué d'ordre public. »

Il y a lieu de discuter cette assimilation. Nous allons, à cette fin, analyser le cours forcé et en dégager l'objet réel, d'une part, et les conséquences, d'autre part.

M. Paul Leroy-Beaulieu, dans son *Traité de la science des finances* (1), indique les diverses circonstances dans lesquelles l'État est amené à imposer ce régime :

« Le cours forcé peut avoir pour objet d'éviter
« ou d'atténuer une crise financière intense. Une
« grande banque se trouve momentanément embar-
« rassée, soit par suite de quelque imprudence qu'elle
« aura commise soit, par une panique sans raison
« qui se sera emparée du public ; l'État peut, et
« quelquefois doit, dans de semblables circonstances,
« accorder à cette banque l'autorisation de suspendre
« momentanément le paiement en espèces de ses
« billets, jusqu'à ce qu'elle se soit procuré les res-
« sources nécessaires ou jusqu'à ce que la panique
« soit passée.

« Généralement, le cours forcé a une toute autre
« cause que ces passagers embarras. L'État y recourt

(1) Tome II, page 679.

« pour se procurer des ressources, d'ordinaire au
« moment où une guerre éclate... Le cours forcé cons-
« titue, dans ces circonstances, un emprunt forcé
« fait à un prêteur indéterminé, sans qu'il soit sti-
« pulé d'intérêts au profit de ce créancier...

« L'État peut pratiquer le cours forcé sous deux
« formes : ou bien il émet directement des billets
« pour la somme dont il a besoin ; ou bien il se fait
« avancer, soit par une banque, soit par un syndicat
« de banques, un chiffre de banknotes représentant
« une valeur égale à celle qu'il veut se procurer ;
« dans ce dernier cas, il autorise cette banque ou ces
« banques à émettre ces billets en dehors des pres-
« criptions statutaires, c'est-à-dire sans qu'ils aient
« d'autre contre-partie que la créance sur l'État et
« sans qu'ils soient remboursables à vue et en espèces.

P. 681 : « ... On emploie le cours forcé soit des
« billets d'État, soit des billets de banque, ou bien
« parce que l'État a besoin de ressources considé-
« rables et immédiates qu'il ne pourrait obtenir à
« bref délai ni de l'impôt, ni de l'emprunt ordinaire,
« ou bien parce que l'État veut se procurer ces res-
« sources à un taux d'intérêt très faible et au-
« dessous de celui du marché des capitaux, ou bien
« encore parce que la monnaie métallique étant
« devenue très rare dans le pays, il semble utile de
« lui donner passagèrement un substitut légal. »

Ainsi, en résumé :

Éviter ou atténuer la panique désastreuse pour
une banque ;

Ou donner des ressources à l'État en cas de guerre.

Tel est l'objet et le but du cours forcé, tel a été évidemment le *but de ce régime*, appliqué par la loi du 5 août 1914.

Nous n'entendons pas discuter le caractère d'ordre public d'une telle loi. Il s'est trouvé proclamé de la façon la plus nette par l'arrêt de la Cour de cassation du 11 février 1873, relaté plus haut.

Mais il importe de discerner en quoi l'application du cours forcé intéressait l'ordre public, pour en limiter la portée.

Pour répondre à cette question d'une manière rigoureusement exacte, il faut et il suffit de rechercher le but précis que s'était assigné le législateur en ordonnant cette mesure.

Or, ce but, nous l'avons vu plus haut, était tout simplement de supprimer la nécessité des espèces dans les paiements ; nous devons préciser, de la supprimer pour la Banque de France, puisque cette nécessité n'existait déjà plus dans les paiements particuliers en raison du « cours légal ».

Par suite, *il importait seulement*, pour satisfaire aux raisons d'ordre public, *que le billet de banque s'imposât comme monnaie dans tous les paiements à effectuer à partir de l'institution du cours forcé* (1).

(1) Nous admettons ainsi que l'article 475 du Code pénal, n° 11, soit appliqué au cas où un créancier refuserait de recevoir des billets en paiement.

Mais il n'était pas d'ordre public que ce billet fût nécessairement reçu dans les paiements d'obligations contractées avant-guerre, *pour sa seule valeur nominale*.

Il était plutôt d'ordre public qu'en raison du changement de la monnaie (à quoi équivalait l'institution du cours forcé), on dût tenir compte aux créanciers de la perte subie par eux.

Cette question est d'ailleurs différente de celle que nous avons étudiée à l'occasion du principe de l'article 1895, *car il ne s'agit alors que d'ESPÈCES MÉTALLIQUES*.

M. P. Leroy-Beaulieu écrit à ce sujet :

« Il devrait d'ailleurs être licite aux particuliers, « dans les contrats, de stipuler le métal qu'ils vou-
« draient, ou la marchandise, ou l'ensemble de mar-
« chandises qui leur conviendrait comme moyen de
« paiement.

« La monnaie usuelle ne pourrait être imposée
« qu'en l'absence de conventions particulières et
« spéciales. On pourrait ainsi spécifier à son gré soit
« le paiement en or, soit le paiement en argent, soit
« le paiement en telles marchandises désignées.

« C'est un droit qui dérive de la liberté naturelle
« et qui n'est en rien contraire à l'ordre public » (1).

Pour résumer les observations précédentes, nous dirons qu'il n'aurait pas été contraire à l'ordre public de stipuler qu'en cas de cours forcé, le créancier dût

(1) *Traité d'économie politique*, t. III, p. 344.

recevoir en billets une somme numérique correspondant à la *valeur intrinsèque* des espèces prêtées par lui. Nous ne disons pas à la *valeur commerciale*, car cette convention aurait alors porté atteinte au principe de l'article 1895, reconnu d'ordre public par la doctrine dominante, non d'ailleurs sans vives controverses (1).

Nous concevons fort bien, en effet, que le billet de banque, devenu « papier-monnaie », s'impose pour sa *valeur nominale* dans les *transactions* entre particuliers, mais seulement dans celles *postérieures* à l'institution du cours forcé.

Mesure nouvelle des prix, le papier-monnaie sera aussi un nouvel équivalent des marchandises échangées, équivalent reposant sur la confiance des particuliers envers l'État.

Mais cette mesure et cet équivalent ne doivent équitablement pas s'appliquer aux obligations contractées auparavant...

La chose a peu d'importance quand, comme en 1848 et 1870, le papier-monnaie ne subit pas de dépréciation sensible, supérieure à la variation des cours commerciaux. Mais si cette dépréciation devient considérable, les particuliers recevant la monnaie dépréciée, subissent un *préjudice illégal* contre lequel ils peuvent à bon droit protester... C'est là la

(1) Voir ci-dessus, p. 39, et la note déjà citée de M. Labbé, sous arrêt Cassation, 11 février 1873 (S., 73, 1, 97).

conséquence du régime forcé, bien différente de son but, et que le législateur n'a pas prévue, sans aucun doute !

Nous avons dit que le préjudice est « *illégal* », parce que la loi n'a pas voulu cela, parce que la loi a simplement imposé une monnaie nouvelle que, naturellement, tout le monde doit accepter. Mais la loi n'a pas dit que cette nouvelle mesure et équivalent que constitue le papier-monnaie serait assimilée à l'ancienne mesure et équivalent métallique, pour la seule raison que le franc restait l'unité de base monétaire.

La raison d'état n'exigeait pas de consacrer une pareille spoliation, alors surtout qu'elle était la « *conséquence* » imprévue d'une mesure prise dans un « *but* » rigoureusement déterminé, qui était simplement de supprimer la nécessité des espèces.

Pourquoi les créanciers n'ont-ils pas contesté les paiements qu'ils recevaient en monnaie dépréciée ?

Pour ce motif bien vulgaire, à notre sens, que la dépréciation s'est faite progressivement et que les particuliers, ayant toléré au début les faibles inconvénients d'un régime illégal, se sont accoutumés à subir un préjudice augmentant chaque jour, et ont été amenés insensiblement à admettre leur spoliation.

CHAPITRE V

Rétroactivité de la loi qui a institué le cours forcé

Il ne nous suffit pas d'avoir proclamé l'illégalité du cours forcé dans son application aux contrats conclus avant la guerre, en nous appuyant sur le but même du cours forcé et en distinguant celui-ci de ses conséquences.

Nous nous proposons de démontrer juridiquement cette illégalité. Celle-ci résulte de la rétroactivité de la loi du 5 août 1914.

Cette loi a eu un effet rétroactif, parce qu'elle a modifié le « droit acquis » à tout créancier d'une somme d'argent, de recevoir celle-ci en espèces ou en billets ayant cours légal ; elle a changé l'objet de l'obligation. En effet, autre chose est un billet à cours légal, remboursable à vue en espèces ; autre chose est un billet à cours forcé, représentant une nouvelle monnaie.

Le créancier qui avait traité sous un régime monétaire déterminé, était parfaitement fondé à refuser en paiement « autre chose » que celle qui lui était due

et qu'il ne pouvait être contraint de recevoir (article 1243), cette autre chose étant un papier-monnaie, différent des espèces prêtées.

Nous nous appuyons, pour établir cette rétroactivité, sur les idées le plus communément admises en cette matière.

Une loi est rétroactive quand elle modifie des droits acquis et non de simples expectatives. C'est le système qui a été soutenu pour la première fois par Blondeau (1).

Appliquée aux contrats, cette distinction se traduit en celle des effets et des suites des contrats. D'après Blondeau, les effets sont « les droits et obligations que les parties ont positivement entendu créer ; les suites sont certains droits et obligations que le législateur peut faire naître à l'occasion ou en raison de la situation légale où les parties se sont volontairement placées ».

Ainsi, on se trouve manifestement en présence d'un effet du contrat, par conséquent d'un droit acquis, quand celui-ci est sanctionné par une action, quand il constitue « un droit transmissible et aliénable ». C'est le cas du droit de propriété et, partant, du droit de créance.

Une loi ne peut donc toucher à ce droit sans être rétroactive.

(1) *Thémis*, t. VII, p. 289 et s.

Ce système a été l'objet de critiques sérieuses (voir Planiol, t. I, § 241 et 242). M. Vareilles-Sommières (1), notamment, s'est efforcé de le détruire.

Pour cet auteur, une loi n'est rétroactive que « quand elle efface dans le passé les effets déjà produits d'un acte ou d'un fait antérieur, ou, en termes plus simples, quand elle nous ravit un droit dans le passé même. Elle ne l'est pas si elle supprime ou modifie les effets à produire, les effets futurs des faits ou actes antérieurs ».

Peu de lois seraient ainsi rétroactives. M. Vareilles-Sommières ajoute que les idées acceptées en cette matière reposent sur une confusion entre l'injustice et la rétroactivité d'une loi.

Cette doctrine paraît basée sur la seule définition du terme « rétroactivité » ; il ne semble pas que celle-ci corresponde à l'esprit de l'article 2 du Code civil.

M. Vareilles-Sommières dit d'ailleurs :

« Nous en appelons au sens commun qui possède
« un flair juridique purement instinctif et, par con-
« séquent, infaillible ; il n'appelle, comme nous,
« rétroactives que les lois qui nous ravissent un
« droit dans le passé. »

Nous pensons qu'en l'espèce, le sens commun n'hésiterait pas à reconnaître un effet rétroactif à la loi du 5 août 1914.

(1) *Rev. crit. de lég. et jur.*, 1893, p. 444 et s.

MM. Aubry et Rau enseignent avec plus de raison :

« En principe, toute loi nouvelle s'applique même
« aux situations établies ou aux rapports juridiques
« formés dès avant sa promulgation.

« Toutefois, ce principe doit faire place à la règle
« contraire de la non-rétroactivité des lois, dans les
« cas où son application serait de nature à entraîner
« la lésion de droits que des particuliers auraient
« individuellement acquis en ce qui concerne leur
« état ou leur patrimoine... C'est cette règle que les
« rédacteurs du Code civil ont entendu formuler
« dans l'article 2 du Code civil... » (1).

Ils dégagent ainsi très nettement l'esprit du législateur au lieu d'analyser le terme *rétroactivité*, comme se borne à le faire M. Vareilles-Sommières.

Ils donnent aussi un exemple très caractéristique de l'application de ce principe.

« Ainsi, les intérêts valablement stipulés pour un
« prêt d'argent doivent, même quant aux échéances
« postérieures à la publication d'une loi restrictive
« du taux de l'intérêt, continuer à être servis sur le
« pied fixé par la convention. »

Laurent s'exprime de façon encore plus nette :

« Les effets que produisent les contrats, dit-il, sont
« inséparables des conventions ; ils en forment
« l'essence, puisque c'est à raison de ces effets que
« les parties contractent. Il va donc sans dire que
« tous les effets des contrats sont régis par la loi qui

(1) *Cours de Droit civil français*, 5^e édition, tome I, § 30.

« était en vigueur au moment où ils ont été passés » (1).

La jurisprudence a adopté le système reposant sur la distinction des droits acquis et des expectatives (2).

Il n'est donc pas niable que la loi du 5 août 1914 ait eu un effet rétroactif en imposant aux créanciers, en vertu de contrats conclus avant-guerre, de recevoir, pour leur *valeur nominale*, les billets de banque.

Or, la loi ne pouvait avoir cet effet rétroactif que si elle l'avait déclaré expressément, ce qui n'est pas. Et cette conclusion s'impose d'autant mieux, que la loi instituant le cours forcé ne peut être considérée comme d'ordre public en ce qui concerne *ses conséquences* et non *son but*, ainsi que nous l'avons vu plus haut.

On pourrait être tenté de nous objecter le principe même de l'article 1895, en assimilant la dépréciation du franc par l'adoption du cours forcé à une altération de la valeur intrinsèque des monnaies.

Mais cela n'est pas possible, parce que l'article 1895 a visé strictement le cas d'altération de pièces de monnaie, et qu'on ne peut étendre cette disposition par analogie.

Les termes de cet article sont en effet inséparables.

(1) LAURENT, t. I, n° 207.

(2) Voir arrêt Cass. req., 26 mars 1906 (*D. P.*, 1908, 1, 498) et arrêt tout récent, Cass., 11 juillet 1923 (*D. P.*, 23, 1, 64).

A la somme numérique prise comme base de règlement, doivent toujours correspondre des espèces, peut-être altérées (cas qui ne se présente plus), peut-être de pouvoir d'achat moindre (ce qui est très rationnel), mais toujours des espèces ou des billets le représentant utilement, mais non du papier-monnaie.

Admettons, pour un instant, l'assimilation du papier-monnaie aux espèces métalliques, et supposons que, par suite d'une augmentation de l'inflation fiduciaire, ce papier-monnaie perde encore de sa valeur au point qu'il tende vers zéro. Nous devrions continuer d'admettre qu'il est très *juridique* que le créancier continue à recevoir des francs-papier ! Il faut convenir que ce serait monstrueux.

CHAPITRE VI

Examen des décisions de la jurisprudence à l'occasion de litiges créés par la dépréciation du franc

Nous avons vu que la dépréciation progressive du franc avait fait admettre, en fait, aux particuliers, l'assimilation du franc-or et du franc-papier dans les paiements.

Ceci explique qu'aucune contestation n'ait été soulevée sur la validité des paiements de dettes contractées avant la guerre.

Mais les tribunaux ont eu à connaître de diverses espèces, toutes les fois que le principe de l'article 1895 du Code civil s'est dissimulé derrière une question d'ordre plus particulier.

1^o — *Jurisprudence civile* *Question du cheptel*

Le louage du cheptel, accessoire d'un bail de « métairie », est réglé par les articles 1821 à 1826 du Code civil.

Aux termes des deux articles 1821 et 1826, le fermier doit, à la fin du bail, laisser au propriétaire des bestiaux d'une valeur égale au prix de l'estimation de ceux qu'il a reçus.

En raison de l'augmentation des cours du bétail, depuis la guerre, la question se posait donc de savoir si le fermier serait quitte de son obligation de « laisser un cheptel de valeur pareille », en laissant au propriétaire un bétail dont la valeur commerciale fût égale à la valeur d'estimation du cheptel reçu avant-guerre, ou bien s'il devait restituer un bétail de valeur intrinsèque égale à celui reçu (1).

Il est aisé de démontrer que cette question rentre bien dans le cadre de notre sujet. Le louage de cheptel n'est, en effet, qu'une forme particulière du prêt. Le bailleur apparaît en effet comme le créancier (2) de la somme fixée par l'estimation, avec cette particularité que cette dette ne peut être remboursée en argent, mais seulement en têtes de bétail de valeur commerciale égale, ce qui revient au même (3).

Divers jugements et arrêts divergents ont été rendus sur cette question : arrêt Montpellier, 19 fé-

(1) Nous discutons cette question dans l'hypothèse d'une simple estimation du cheptel faite au moment du bail, à l'exclusion d'une description et énumération de celui-ci.

(2) Sans doute peut-on objecter que, resté propriétaire du bétail, il ne peut être assimilé à un créancier. Mais cette qualité de propriétaire n'entraîne pas de conséquences changeant l'aspect de notre question.

(3) C'est sous cette forme que pouvait être réalisée le prêt à l'époque où la monnaie (*pecunia*) était constituée par des têtes de bétail.

vrier 1919 ; arrêt Toulouse, 8 juillet 1920 ; deux arrêts Riom, 29 juillet 1920 ; jugement Tribunal civil Pamiers, 27 novembre 1920 ; jugement Tribunal civil Oloron, 9 décembre 1920 ; tous rapportés au *Dalloz* (*D. P.* 1920, 2, 105).

Nous allons en examiner les points les plus intéressants pour le débat qui nous occupe.

L'arrêt de la Cour de Toulouse, confirmant un jugement du Tribunal de Villefranche, a partagé la plus-value du bétail par moitié entre le bailleur et le fermier, en se basant sur les considérations suivantes :

« Attendu qu'il est certain que les parties n'ont
« prévu dans l'expression de leur volonté que l'aug-
« mentation normale du cheptel qu'elles avaient vu
« se produire dans les années précédentes, et non
« l'augmentation absolument anormale et extraor-
« dinaire résultant de la guerre de 1914 ;

« Que cette augmentation, on ne peut dire que leur
« volonté a été de l'attribuer tout entière au fer-
« mier ; qu'il est non moins certain que, si les par-
« ties avaient connu cet avenir, elles n'auraient
« point contracté ou auraient fait des conventions
« différentes ; qu'il convient, dès lors, de rechercher,
« par une interprétation autorisée dans ce cas par
« la doctrine et la jurisprudence... quelle a été la
« volonté des parties en ce qui concerne le maximum
« de la plus-value qui appartiendrait au fermier ;
« que ce maximum correspond évidemment au prix

« le plus fort du bétail pendant la période des der-
« nières années antérieures à la date du contrat de
« bail du 4 décembre 1910 ; que ce chiffre était cer-
« tainement présent à l'esprit des parties au moment
« où elles ont contracté et qu'il représente, d'après
« leur volonté évidente et sous la déduction du
« montant de l'estimation, le maximum de l'excé-
« dent devant revenir au sieur B... »

C'est sur des considérations analogues que repose le jugement du Tribunal de Pamiers :

« Attendu qu'il y a lieu de rechercher quelle a été
« l'intention commune des parties ; qu'à ce point de
« vue, il apparaît comme certain que les parties n'ont
« pu et voulu stipuler une clause qui aurait abouti à un
« résultat inique et presque ruineux pour l'une d'elles ;
« que, s'il est conforme au droit commun et aux
« usages généralement admis de laisser au fermier
« l'entière plus-value du cheptel, cependant, dans
« les contrats passés avant la crise due à la guerre,
« les parties n'ont pu et voulu stipuler que pour la
« plus-value qu'elles pouvaient prévoir et non pour
« une plus-value excessive qui devait bouleverser
« les conditions du contrat et pourrait aboutir à
« l'enrichissement sans cause d'une des parties et
« à la ruine injustifiée de l'autre ;

« Attendu, d'ailleurs, que cette plus-value anor-
« male ne provient du fait d'aucune des parties ;
« qu'elle est le résultat des conditions nouvelles du
« marché et, pour partie, de l'abaissement du pou-
« voir d'achat de la monnaie. »

Ces deux décisions, par une combinaison confuse de « l'imprévision » et de « l'enrichissement sans cause », ont donné en partie gain de cause au bailleur. On doit reconnaître la faiblesse du système adopté dans un cas comme dans l'autre : le manque de base juridique ne peut amener une solution précise. D'une part, l'arrêt de Toulouse a eu recours à un système dont on doit seulement admirer l'ingéniosité ; d'autre part, le jugement de Pamiers a pris l'équité comme base, ce qui peut autoriser les solutions les plus arbitraires !

Ce dernier avait cependant perçu le nœud du problème en énonçant « l'abaissement du pouvoir d'achat de la monnaie ».

Les arrêts des cours de Montpellier et de Riom ont décidé, au contraire, que la plus-value du cheptel doit appartenir au fermier, que cette plus-value provienne des soins et améliorations qu'il a donnés ou de circonstances accidentelles extérieures ou anormales, telles que la hausse des cours commerciaux par suite de la guerre... sans qu'on puisse prétendre, a précisé la Cour de Riom, pour justifier une distinction suivant l'origine de la plus-value, que la guerre et ses conséquences ont échappé aux prévisions des parties.

« Attendu, dit l'arrêt de Montpellier, que la distinction proposée entre la valeur intrinsèque et la valeur commerciale, et au sujet de laquelle pas la moindre allusion n'est faite dans le chapitre du

« cheptel, offrirait des difficultés pratiques sérieuses
« pour le ramener à exécution, la situation du fer-
« mier, comme du reste celle du propriétaire, s'établit
« ouvertement aux yeux de tous, le fermier s'il y a
« déficit, en donnant, pour se conformer à l'obliga-
« tion que la loi lui impose, la différence en argent,
« selon les prix courants, le mot « valeur » employé
« dans l'article 1826 se trouvant synonyme du prix
« de la chose au moment du règlement. »

Ces arrêts rejetaient la théorie de l'imprévision et s'en tenaient à la stricte interprétation du mot « valeur » considéré comme synonyme du prix de la chose au moment du règlement.

Surtout, la question était tranchée par un arrêt de la Cour de cassation, chambre civile, du 6 juin 1921, rendu sur pourvoi formé contre l'arrêt de Toulouse ci-dessus relaté.

Cet arrêt (1) a rejeté formellement la théorie de l'imprévision :

« Attendu, dit-il, que les conventions légalement
« formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont
« faites et qu'aucune considération d'équité n'auto-
« rise le juge, lorsque ces conventions sont claires
« et précises, à modifier, sous prétexte de les inter-
« préter, les conditions qu'elles renferment. »

Avant d'analyser la théorie de l'imprévision, il

(1) *D. P.*, 1921, 1, 73.

nous semble bon de réfuter certains arguments présentés dans le rapport de M. Ambroise Colin.

Pour écarter la théorie de l'imprévision, ce magistrat a fait valoir que la situation, aujourd'hui préjudiciable au propriétaire, pourrait demain lui être favorable. Il a rappelé, à ce propos, que, par suite de la sécheresse des années 1892 et 1893, des milliers de preneurs, victimes d'une baisse considérable du prix des bestiaux, ont dû payer aux propriétaires de fortes indemnités.

C'était, selon nous, démontrer le manque d'analogie des situations (en admettant l'équivalence des pertes, ce qui n'est sûrement pas).

La sécheresse, en effet, constitue un risque normal que le fermier peut et doit avoir envisagé lors de la conclusion du contrat ; ce risque est un élément normal « du jeu ordinaire des contrats ».

D'autre part, le mémoire en demande a fait valoir un argument pour établir « l'équivalence » des risques « imprévisibles » des parties (1).

« Qu'on suppose un fermier recevant du propriétaire un cheptel avec estimation au cours ordinaire. Vienne une baisse considérable, le fermier ne sera quitte qu'en restituant un nombre de bestiaux d'une valeur équivalente à l'estimation convenue au bail ou en soldant la différence ! »

C'est entendu, mais il est bien certain que le fer-

(1) Comment ne pas être choqué *a priori* du rapprochement de ces mots ?

mier sera en ce cas inexcusable de n'avoir pas prévu la baisse. Celle-ci est aussi prévisible maintenant (sinon probable) que l'était peu la guerre et ses conséquences.

Le Tribunal de Gap a statué sur une espèce différente, quoique résultant toujours du même phénomène de dépréciation du franc. Un bailleur ayant, en vertu du bail même, à supporter une taxe d'arrosage, prétendait faire supporter au fermier l'augmentation subie par celle-ci par suite de la guerre. Le Tribunal de Gap a accueilli cette demande en se basant sur un système mixte d'enrichissement sans cause et d'imprévision (jugement du 5 mai 1922, *D. P.*, 23, 2, 17).

« Attendu que si le fermier n'était pas appelé à
« participer aux charges de l'arrosage, alors qu'il
« est le seul à en recueillir les bénéfices, il s'ensui-
« vrait une négation du principe que « nul ne doit
« s'enrichir aux dépens d'autrui » ;

« Attendu que le fermier objecte, il est vrai, que
« les conventions font la loi des parties et qu'il ne
« peut y être porté atteinte, quelles que soient les
« circonstances qui ont pu se produire ultérieure-
« ment à leur passation ;

« Mais, attendu que s'il est possible de prévoir cer-
« taines éventualités, telles que de graves perturba-
« tions économiques ou même une guerre susceptible
« de modifier dans une certaine mesure la situation
« des parties, et dont ces dernières ne sauraient se

« prévaloir pour solliciter une compensation, il est
« par contre inadmissible d'admettre qu'une guerre
« de cinq ans, avec des conséquences incalculables,
« ne soit pas de nature à entraîner certaines modifi-
« cations dans les conventions intervenues entre les
« parties... »

Ce système est vivement critiqué par M. Rouast (voir note sous ce jugement). Celui-ci prétend avec juste raison que l'enrichissement sans cause ne peut être appliqué en l'espèce. D'après la jurisprudence en son dernier état (arrêt Cassation, 2 mars 1915, *D. P.*, 1920, 1, 102) (1), quatre conditions doivent être réunies pour justifier l'action « de in rem verso » :

- 1^o Appauvrissement d'un patrimoine ;
- 2^o Enrichissement d'un autre patrimoine ;
- 3^o Absence de cause de cet enrichissement ;
- 4^o Absence de toute autre action pour obtenir restitution de cet enrichissement.

L'absence de cause ne peut être admise en l'espèce. Il est bien certain, en effet, sans aborder les différents sens du mot cause, que c'est l'application des conditions du contrat même qui a été cause de l'enrichissement.

Ou bien, pour faire admettre ce système, il faudrait soutenir qu'en raison des circonstances exceptionnelles, le contrat est inapplicable et qu'on ne peut en tirer précisément de cause.

Nous revenons ainsi à la théorie de l'imprévision.

(1) Voir aussi arrêt tout récent, Cass. req., 12 février 1923 (*D. P.*, 23, 1923, 1, 64).

2^o — *Jurisprudence administrative*

La jurisprudence administrative a admis la théorie de l'imprévision à l'occasion de litiges survenus entre certaines villes et des compagnies concessionnaires de l'éclairage au gaz.

L'économie du contrat s'était trouvée bouleversée par la hausse survenue au cours de la guerre dans le prix du charbon, hausse exceptionnelle, dépassant les limites extrêmes des majorations ayant pu être envisagées par les parties au moment du contrat.

Ce système a été présenté avec beaucoup de netteté dans les conclusions de M. Chardenet, commissaire du Gouvernement (voir arrêt Conseil d'État, 30 mars 1916, *D. P.*, 16, 3, 25).

Ce magistrat indique tout d'abord que le Conseil d'État doit appliquer les règles du droit civil, mais il doit également tenir compte, lorsqu'il s'agit de marchés de travaux publics, fournitures, etc., des nécessités de l'intérêt général.

« Vous avez reconnu également, dit-il, qu'il y
« avait obstacle insurmontable lorsque l'évènement
« qui s'était produit avait troublé très gravement
« l'économie du contrat. »

Il rappelle à ce sujet diverses décisions (1) ayant accordé à l'entrepreneur la résiliation du marché ou une majoration des prix :

(1) Arrêt du 3 février 1905 (rencontre de nappes d'eau) (*D. P.*, 1907, 5. 48).

« Vous avez tenu compte d'évènements que les
« parties contractantes n'avaient pu prévoir. »

3^o — *Jurisprudence commerciale*

La jurisprudence commerciale a suivi les mêmes principe que la juridiction civile.

D'après un arrêt de la Cour de Paris du 21 décembre 1916 (*D. P.*, 17, 2, 23), intervenu au sujet d'un marché à livrer, la hausse des prix d'une marchandise vendue avec livraison à terme n'est pas un évènement imprévu, puisque c'est justement la prévision de la fluctuation des cours qui a décidé les contractants à fixer le prix immédiatement, alors que la livraison n'aurait lieu que postérieurement (1).

D'autre part, les difficultés, quelles qu'elles soient, ne peuvent être assimilées à une complète impossibilité d'exécution.

Certes, la prévision des fluctuations a décidé les parties à conclure un marché à terme, mais il importe précisément de savoir si ces prévisions ne dépassaient pas notablement la limite extrême que les parties assignaient en contractant ces prévisions. Nous reviendrons sur ce point en discutant la théorie de l'imprévision.

Il importe, par contre, de signaler les motifs d'un jugement du Tribunal de commerce de Toulouse

(1) Voir également les nombreux arrêts et jugements rapportés sous la note de M. Capitant, relative à cet arrêt.

(*Gaz. Trib.*, 28 novembre 1915), rendu sur la réclamation faite par un coupeur à son patron des appointements promis et que celui-ci refusait en invoquant la perte de la plus grande partie de sa clientèle par suite de la guerre.

« Attendu que si les engagements contractés
« doivent être exécutés conformément aux termes de
« la convention, il faut nécessairement que cette
« exécution puisse s'opérer dans les circonstances
« courantes et habituelles inhérentes à la vie économique normale telle qu'elle se déroulait au moment
« des accords ; que l'état de guerre a troublé profondément la vie économique du pays, a créé dans le
« commerce et l'industrie des situations critiques et
« difficiles qui ne permettent pas d'obliger ceux qui
« en sont victimes à remplir des engagements ruineux ; que ce sentiment d'équité domine dans les
« mesures prises à l'occasion de la guerre sous forme
« de décrets au profit de diverses catégories de débiteurs. »

Cet arrêt a été cassé par arrêt de la Cour de cassation du 4 août 1916 (*D. P.*, 1916, 1, 22).

Cette jurisprudence dominante en matière de commerce, peut étonner quand on songe que, sur les doléances mêmes des industriels et des commerçants lésés par les conséquences de la guerre, une proposition de loi, sur la résolution des marchés, avait été déposée par M. Failliot et devait aboutir à la loi qui porte son nom.

On doit en tous cas constater que, dès le dépôt de cette proposition, la jurisprudence n'a plus statué sur des espèces de cette nature. Les justiciables ne pouvaient mieux manifester leur approbation du principe de cette loi.

En résumé, la jurisprudence (sauf pour des considérations spéciales, la jurisprudence administrative) entendait maintenir la stabilité des contrats conclus avant la guerre, malgré le bouleversement des conditions économiques résultant de celle-ci.

Mais elle n'a pas discerné l'unité de la question à laquelle se ramenaient toutes les espèces, à savoir, tout simplement, s'il était légal ou non d'assimiler le franc papier au franc or.

Tous les systèmes, tous les arguments proposés ou adoptés, dans un sens ou dans l'autre, n'étaient que des systèmes ou des arguments de second plan, variant avec les espèces, tirés de l'adaptation souvent forcée de textes étroits. On ne peut ainsi s'étonner d'une jurisprudence hésitante et variée parce que, précisément, le débat ne portait jamais sur la véritable question à solutionner.

CHAPITRE VII

La théorie de l'imprévision La loi Failliot

L'article 1134 du Code civil porte :

« Les conventions légalement formées tiennent lieu
« de loi à ceux qui les ont faites.

« Elles ne peuvent être révoquées que de leur
« consentement mutuel ou pour les causes que la
« loi autorise.

« Elles doivent être exécutées de bonne foi. »

La théorie de « l'imprévision » consiste à soutenir que l'article 1134 ne peut s'appliquer en son principe essentiel, quand des bouleversements économiques comme ceux résultant de la guerre, « imprévisibles » des parties, ont modifié dans des proportions anormales, imprévues, des obligations résultant d'un contrat.

Elle repose sur l'argumentation suivante :

Les conventions font la loi des parties « de bonne foi » et elles ne peuvent être révoquées que par leur consentement mutuel.

Mais il importe de ne pas perdre de vue que la bonne foi est précisément la condition nécessaire de la stricte exécution des engagements. L'article 1135 du Code civil renforce cette idée en indiquant que le débiteur est tenu de toutes les suites que « l'équité » donne à son obligation.

La bonne foi désigne l'équité en tant que celle-ci doit présider à l'interprétation et à l'exécution des conventions d'après la commune intention des parties contractantes.

C'est un principe général dans notre droit, que le juge doit rechercher cette intention plutôt que de s'arrêter au sens littéral des termes (art. 1156 du Code civil).

Aussi est-il vrai de dire que, chez nous, tous les contrats engendrent des actions *bonæ fidei*, au sens que ces mots avaient en droit romain.

Si l'obligation résultant d'un contrat conclu avant guerre est devenu pour le débiteur onéreuse au point d'être impossible à exécuter, peut-on dire que le créancier est de bonne foi en exigeant malgré tout l'exécution de cette obligation ?

Telle est la question qui se pose.

Dans une note sous un arrêt de la Cour de Paris du 21 décembre 1916 (*D. P.*, 1917, 2, 33), M. Capitant présente cette question sous un aspect tendancieux. Il dit que, si l'éventualité de la guerre avait été envisagée par les deux parties, l'une des deux aurait d'autant mieux tenu à contracter que le bénéfice

aurait été plus grand pour elle (exemple d'un acheteur à terme).

Il faut se demander plutôt si les parties n'ont pas, en contractant de bonne foi, assigné une limite extrême à leurs obligations respectives, limites qui se seraient trouvées dépassées. Qu'à la suite de la guerre, l'acheteur à terme ait un *intérêt* à réclamer livraison, cela n'est pas douteux ; mais y avait-il *droit*, c'est-à-dire était-il de bonne foi en raison de l'esprit du contrat ? La réponse négative s'impose.

On peut objecter que cette limite n'étant pas déterminée dans le contrat, il y aurait sans cesse des contestations que, précisément, écarte l'article 1134.

Sans doute, mais la guerre récente a eu de telles conséquences que les limites des engagements se sont trouvées dépassées sans contestation possible, et la partie avantagée par ses conséquences imprévisibles violerait la convention si elle en exigeait l'exécution.

Ce système a été soutenu notamment par M. Wahl, dans son traité *Le Droit civil et commercial de la guerre*.

Celui-ci dit, notamment, que le juge pouvait interpréter la volonté des parties et admettre l'introduction implicite dans les contrats de la clause « *rebus sic stantibus* ».

« Cependant, il n'est pas défendu aux juges d'interpréter la volonté des parties ; ils peuvent admettre exceptionnellement que, dans l'intention des contractants, le contrat ne devait pas être

« maintenu tel qu'il était, si un fait imprévu et rendant l'exécution très onéreuse se produisait ; en un mot, que des conditions relativement normales étaient seules envisagées. Dans ce cas, le juge ne modifie plus la loi, il analyse le contrat.

« Les juges peuvent ainsi tantôt rompre, tantôt suspendre le contrat, tantôt modifier le montant des prestations, et c'est ce qui est désirable.

« Ils considèrent ainsi que les parties ont entendu introduire dans leur contrat la clause « *rebus sic stantibus* », c'est-à-dire la stipulation que leurs obligations respectives étaient établies sous la réserve que la situation existant lors du contrat ne se modifierait pas du tout, ou ne se modifierait pas sensiblement.

« ... Refuser de mettre la force majeure à la charge d'un débiteur lorsqu'elle a un caractère imprévu et anormal, comme une guerre, présentant des caractères nouveaux et impossibles à présager, ce n'est que faire œuvre d'interprète intelligent de la volonté des contractants.

« ... C'est se tromper complètement que de dire que les rédacteurs du Code civil connaissaient la guerre et que les parties qui la mettent en avant invoquent leur imprévision ou leur imprévoyance. *Le Code civil et les contractants n'ont pu prévoir la guerre que comme ils l'ont toujours vue.* »

Mais il nous semble que M. Wahl a attribué aux juges un rôle trop large, trop arbitraire. Si on suit le

développement juridique de la thèse de l'imprévision, on doit admettre que les parties, n'ayant pas prévu les conséquences de la guerre lors du contrat, se trouvent seulement obligées de révoquer leurs conventions ; on ne peut étendre plus loin ce système sans sortir du cadre de l'article 1134, dans lequel cette thèse prétend demeurer.

Les juges qui l'ont admise ont eu précisément le tort, à notre sens, de vouloir pousser trop loin l'interprétation de l'intention des parties en arbitrant eux-mêmes l'objet de l'obligation. En effet, admettre que les parties n'avaient pas prévu les conséquences anormales de la guerre, c'est admettre à fortiori qu'elles n'avaient pu concevoir, en contractant, la valeur à laquelle serait ramené l'obligation devenue impossible.

Les juges ont ainsi donné prise à cette critique fondée qu'ils ne peuvent « modifier des conventions sous prétexte de les interpréter ».

Mais alors, dira-t-on, admettre cette théorie cependant justifiée serait bien stérile si le juge ne pouvait en tirer comme conséquence que la seule rupture du contrat.

C'est cependant la seule chose qu'il puisse faire en l'état des textes.

C'est donc au législateur que doivent aller nos critiques, car c'est à lui seul qu'il appartenait de fixer les conditions de révision de tous les contrats.

C'est surtout l'exécution des contrats synallagma-

tiques qui a donné lieu à cette théorie de l'imprévision. Mais il n'y a pas de raison qu'elle ne soit pas adoptée en matière de prêt, car on se trouve en présence du même phénomène : une modification anormale de la valeur de l'obligation qui fausse le jeu du contrat.

C'est la raison pour laquelle nous avons insisté sur le développement et la justification de cette théorie, dont nous ferons d'ailleurs plus loin l'application.

La théorie de l'imprévision a été consacrée par la loi Failliot.

Cette loi, promulguée le 21 janvier 1918, est relative aux marchés à livrer et aux autres contrats commerciaux conclus avant la guerre. Elle dispose, en principe, que les marchés et contrats ayant un caractère commercial pour les deux parties ou pour l'une d'elle seulement, conclus avant le 1^{er} août 1914 et comportant soit des livraisons de marchandises ou denrées, soit d'autres prestations successives ou seulement différées, peuvent être résiliés sur la demande de l'une quelconque des parties, « s'il est établi qu'à raison de l'état de guerre l'exécution des obligations de l'un des contractants entraînera des charges ou lui causera un préjudice dont l'importance dépasserait de beaucoup les prévisions qui pouvaient être raisonnablement faites à l'époque de la convention ».

Il est intéressant, pour comprendre l'esprit et la portée de la loi, de lire le rapport de M. Failliot (*Doc.*

parl. Chambre, annexe 1971, p. 551), ainsi que l'avis de M. Lemery (*Doc. parl. Chambre, annexe 2215, p. 895*).

Évidemment, le champ d'application de cette loi se trouvait restreint aux seuls contrats commerciaux, mais les principes qui l'ont inspirée auraient dû aussi bien être appliqués à tous les contrats.

Avant d'être adoptée, cette loi avait soulevé de sérieuses critiques ; on en trouve l'expression notamment dans la note de M. Capitant, relatée plus haut (*D. P.*, 1917, 2, 33) :

« Que l'on songe, en effet, dit-il, aux répercussions
« qu'aurait la rupture d'un marché commercial.
« Toute la série des opérations dont ce marché est
« l'un des éléments sera brisée. L'industriel qui a
« fixé la vente de ses produits d'après le prix d'achat
« des matières premières ne pourra tenir ses engage-
« ments si ces matières ne lui sont pas livrées con-
« formément au contrat, et le commerçant qui, de
« son côté, a revendu les produits achetés à l'indus-
« triel, sera mis, lui aussi, dans l'impossibilité de
« s'exécuter. Ainsi, sous prétexte d'équité, la propo-
« sition en question aboutirait soit à infliger un pré-
« judice immérité à l'un des contractants, soit à
« troubler gravement le fonctionnement des tran-
« sactions commerciales. »

L'application paisible de la loi a fait justice de ces critiques. Nous devons ajouter qu'elle n'a pas porté une atteinte sérieuse au principe de stabilité des conventions.

Nous n'en voulons pour preuve que les nombreuses décisions rendues en 1920 à l'occasion de ventes d'automobiles. En 1919, les fabricants d'automobiles se sont trouvés aux prises avec de grosses difficultés (loi de huit heures, grèves, hausse des matières premières...) qui ont fait augmenter considérablement le coût de production. Ils ont cherché, par suite, à se dérober à l'exécution des ventes à livrer qu'ils avaient faites avant la hausse des prix.

La jurisprudence a admis, le plus généralement, que les divers éléments qui avaient amené la hausse du prix de production de voitures ne pouvaient être considérés comme constituant un cas de force majeure et libérer le vendeur de son obligation de livrer. La thèse de l'imprévision se trouvait, là, nettement rejetée.

« Attendu, dit notamment un jugement du Tribunal de commerce de Saint-Nazaire du 28 janvier 1920, que, si pendant la guerre il y avait « motif à exonérer les constructeurs et marchands « des retards apportés aux livraisons et fournitures, « il n'en est plus de même maintenant ; que, par « suite, désormais, les engagements pris doivent être « respectés, sauf cas de force majeure n'existant pas « dans la cause... »

Voir, dans le même sens Tribunal de commerce de la Seine, 16 décembre 1919 ; Tribunal de commerce de Marseille, 3 février 1920 ; etc.

CHAPITRE VIII

Mesures prises par la convention lors de la dépréciation des assignats

Les décisions de jurisprudence relatives à la question du cheptel, aux marchés à livrer, la loi Failliot sont les seules manifestations juridiques touchant plus ou moins directement le problème qui nous occupe. Nous en avons exposé les solutions contraires. A celles-ci, il est bon d'opposer le système d'ensemble adopté par la Convention et le Directoire pour remédier à la situation créée par la dépréciation des assignats.

Nous allons en exposer brièvement les caractéristiques.

Créés par une loi du 19 décembre 1789, les assignats constituant alors des billets portant intérêt et impliquant une garantie hypothécaire, devinrent rapidement du papier-monnaie. Dès octobre 1790, il s'en trouvait en circulation pour plus de 1.500 millions de livres ; en 1796, ce chiffre était porté à 40 milliards, l'assignat ne valait plus que 1/300^e environ de sa valeur nominale.

Les planches aux assignats brûlées, un décret du 18 germinal an III, remplaçait comme unité monétaire la livre par le franc.

Par suite de l'institution de la nouvelle monnaie, il fallut procéder à la liquidation des engagements contractés pendant la période de dépréciation, ceux-ci devant dorénavant être acquittés en numéraire.

Alors furent votées une série de lois réglant toutes les situations.

Les lois principales furent :

Celle du 5 messidor an V, portant :

« ARTICLE PREMIER. — Lorsqu'il y aura lieu de
« réduire en numéraire métallique la valeur nomi-
« nale d'une obligation, la réduction sera faite eu
« égard à la valeur d'opinion du papier-monnaie au
« moment du contrat dans le département où il
« aura été fait.

« ART. 2. — Pour régler la valeur d'opinion du pa-
« pier-monnaie, il sera fait, dans chaque départe-
« ment, un tableau des valeurs successives de ces
« papiers, à partir du 1^{er} janvier 1791, pour les pays
« renfermés dans l'ancien territoire de la France.

« ART. 3. — L'époque à laquelle a cessé la circula-
« tion forcée du papier-monnaie, valeur nominale
« est et demeure fixée au jour de la publication de
« la loi du 29 messidor an IV. »

La loi du 15 fructidor an V :

« ARTICLE PREMIER. — La suspension des rébour-
« sements des paiements résultant de la loi du

« 29 messidor an IV... est levée par rapport aux obligations désignées ci-après :

« ART. 2. — Toutes les obligations antérieures au 1^{er} janvier 1891 seront acquittées en numéraire métallique sans réduction.

« ART. 5. — Tous traités, accords ou transactions faits depuis le 1^{er} janvier 1891, contenant fixation en numéraire métallique, réduction ou atermolement d'une créance résultant d'un autre titre, quelle qu'en soit la date ou quelle que soit la valeur exprimée dans ces nouveaux actes, auront leur pleine et entière exécution.

« ART. 6. — Seront aussi exécutées de la même manière les obligations expressément stipulées payables en numéraire métallique, à quelque époque qu'elles aient été consenties.

« ART. 8. — Les tribunaux pourront accorder au débiteur dont l'obligation est antérieure à la publication de la loi du 5 thermidor an IV, un délai qui ne pourra excéder un an et qui courra pour toutes les obligations échues ou à échoir indistinctement, à compter de la publication de la présente, mais à la charge par le débiteur de payer l'intérêt de sa dette pendant la durée du délai. »

Ainsi encore, la loi du 11 frimaire an VI, fixant le mode de remboursement des obligations contractées pendant la dépréciation du papier-monnaie ;

La loi du 16 nivôse an VI, concernant les ventes d'immeubles pendant la dépréciation du papier-

monnaie, fixant d'après le même principe le règlement des dots, des douaires, des avantages matrimoniaux, des reprises, des rapports, etc. ;

La loi du 17 messidor an VI, relative aux cas et au mode de réduction du prix, et de résiliation des baux à ferme passés pendant la dépréciation du papier-monnaie ;

La loi du 2 thermidor an VI, relative aux baux à cheptel, etc., etc.

Le principe essentiel de ces lois ou décrets a été de tenir compte de la dépréciation du papier-monnaie et de faire bénéficier, selon le cas, le créancier ou le débiteur, d'une révision de la valeur de l'obligation contractée.

Le créancier en bénéficiait qui, tirant sa créance d'un titre antérieur au 1^{er} janvier 1791, avait reçu d'abord, par la loi du 12 frimaire an IV, la faculté de refuser le paiement en assignats et qui avait vu ensuite, par la loi du 14 fructidor an V, imposer ce paiement en numéraire métallique et sans réduction.

Le débiteur d'un prêt ou d'une obligation quelconque contractés pendant la dépréciation des assignats en bénéficiait aussi, puisque, par la loi du 5 messidor an V, on ne retenait pas la valeur numérique de son obligation, mais la valeur réelle de son engagement eu égard à la nouvelle monnaie.

On peut dire, certes, que la proportion de dépréciation des assignats était tellement importante que le principe adopté de la révision des contrats s'imposait. Mais, dans la discussion d'un principe, il ne peut être question de proportion.

On peut encore faire remarquer que cette révision s'imposait de toute façon, en raison de la suppression des assignats et de la création d'une monnaie nouvelle. A ceci, il est aisé de répondre que le législateur pouvait très bien établir un rapport fixe entre la valeur du franc et celle de la livre sans établir d'échelle de dépréciation ; d'ailleurs, l'assimilation complète aurait pu être faite entre le franc et la livre, puisque celle-ci correspondait à 98/100^e du franc.

Les mesures adoptées par les législateurs de cette époque peuvent sembler particulièrement hardies, mais, à une situation exceptionnelle, doivent être adaptées des mesures exceptionnelles.

On doit déplorer que notre législateur n'ait pas osé suivre l'exemple donné par la Convention. Le devoir s'imposait à lui de réparer une situation inique et illégale, bien que, par une force d'entraînement compréhensible, elle eût été tolérée des particuliers.

CHAPITRE IX

Exposé des systèmes que le législateur pouvait adopter pour remédier aux conséquences de la dépréciation du franc sur les contrats conclus avant la guerre

Deux systèmes pouvaient être adoptés pour la révision et le réajustement des obligations contractées avant la guerre.

Nous avons soutenu plus haut que la loi du 5 août 1914, instituant le cours forcé, avait eu un effet rétroactif auquel le législateur, pas plus que les particuliers, n'avaient d'abord songé.

Tout le monde envisageait, en effet, une guerre courte, et le régime du cours forcé semblait un mal nécessaire, mais qui ne devait être que de courte durée. Par suite, ce régime ne devait entraîner que peu d'inconvénients, ainsi que l'exemple fourni lors de la guerre de 1870 le démontrait.

Mais la prolongation de ce régime a amené progressivement la dissociation des deux valeurs du franc or et du franc papier (1).

Ce n'est que durant l'année 1919 que cette dissociation s'est opérée, c'est-à-dire à une époque où tout le monde admettait l'assimilation du franc or et du franc papier.

Mais c'est alors que le législateur devait percevoir le déséquilibre qui allait se produire dans le jeu des

(1) Le tableau suivant indique l'augmentation progressive de la valeur de l'or fin mesuré en francs papier.

Relevé du cours de l'or dressé par le Comptoir Lyon-Alemand :

Dates	Prix du gramme d'or	Dates	Prix du gramme d'or
1 ^{er} juillet 1914	3 485	4 décembre 1919 .	7 20
1 ^{er} juin 1915	3 50	6 décembre 1919 .	7 40
18 décembre 1915 .	3 60	9 décembre 1919 .	7 80
25 mars 1916	3 725	15 décembre 1919 .	8 10
27 octobre 1916. .	3 825	24 décembre 1919 .	7 40
18 novembre 1916..	4 10	16 janvier 1920....	8 »
11 octobre 1917. .	4 30	19 janvier 1920....	8 20
20 juillet 1919....	4 90	22 janvier 1920....	8 30
7 août 1919	5 10	23 janvier 1920....	8 40
16 août 1919	5 30	27 janvier 1920....	8 70
21 août 1919	5 60	28 janvier 1920....	9 »
4 septembre 1919..	5 80	29 janvier 1920....	9 20
10 septembre 1919.	6 »	4 février 1920....	10 »
29 septembre 1919.	6 10	6 mars 1920	9 60
30 octobre 1919. .	6 20	7 avril 1920	10 20
5 novembre 1919..	6 40	10 avril 1920	10 60
12 novembre 1919..	6 50	13 avril 1920	11 »
13 novembre 1919..	6 70	12 mai 1920	10 60
21 novembre 1919..	6 80	19 mai 1920	9 60
3 décembre 1919 . .	7 »	26 mai 1920	9 »
etc., etc.			

Depuis, les cours gravitent autour de 10 francs le gramme.

contrats conclus avant la guerre ; il était très simple d'y porter remède en précisant la véritable portée de la loi ayant institué le cours forcé qui n'était — nous l'avons vu plus haut — que de supprimer la nécessité des espèces dans les paiements.

Pour réagir contre l'habitude prise d'assimiler les deux valeurs du franc, pour satisfaire à l'équité, pour assurer le respect même de la loi sus-indiquée, le législateur devait rappeler que le cours forcé n'avait pu avoir comme conséquence d'établir l'égalité de la valeur du franc papier et du franc or et que, par suite, les débiteurs de dettes contractées avant la guerre devaient, lors du remboursement, tenir compte de la dépréciation subie par le franc papier par rapport au franc or, la valeur de celui-ci, c'est-à-dire celle de sa valeur intrinsèque étant exprimée en francs papier (1).

L'application de cette mesure pouvait se faire sans difficulté. Prenons le cas d'une obligation de 20.000 fr., remboursable le 16 janvier 1920. La somme à payer est fixée par la valeur de l'or contenu dans 1.000 pièces de 20 francs (égales à 20.000 francs) ; nous obtenons ainsi, le cours de l'or étant de 8 francs à

(1) Il est intéressant de signaler le système adopté en Italie. Un décret du 28 février 1916 porte que, pendant la durée de la guerre, les paiements des sommes payables en or doivent être faits en monnaie légale, selon le cours officiel du *change* au jour du paiement.

N. B. — Le change exprime la valeur commerciale de la monnaie et non sa valeur intrinsèque.

cette date, une somme de 51.612 fr. 90 payable en francs papier.

Le créancier n'a aucun motif de se plaindre, il reçoit en effet la valeur intrinsèque correspondant à la valeur numérique prêtée (application de l'article 1895). Sans doute, il reçoit une somme de pouvoir d'achat moindre que les 20.000 francs prêtées, mais nous avons vu que les dispositions de l'article 1895 ne peuvent permettre, très justement d'ailleurs, de tenir compte des fluctuations de valeur commerciale.

Quant au débiteur, il n'apparaît pas qu'il soit traité de façon peu équitable et qu'il paiera plus qu'il ne doit.

En effet, de deux choses l'une :

1^o *Ou bien la cause de sa dette a eu pour effet d'augmenter ou de conserver son patrimoine* ; alors le débiteur aura vu ou verra celui-ci augmenter de valeur dans les mêmes proportions que sa dette ; cette augmentation, certes, ne peut suivre la marche de la dépréciation du franc papier, mais il apparaît, a priori, que la stabilisation des prix doit ramener le même équilibre qu'avant-guerre.

Cela résulte, au surplus, du caractère même de la monnaie : la valeur de la monnaie est en raison inverse de l'ensemble des prix (1) ; la réciproque est évidente, à savoir que les prix sont en raison inverse de la valeur de la monnaie ;

(1) CAUWÈS, *Économie politique*, t. I, n^o 202.

2° *Ou bien la cause de la dette est improductive* (paiement de dettes antérieures, par exemple); alors, le débiteur n'a pu compter, pour rembourser sa dette, que sur des économies prélevées sur ses salaires ou ses bénéfices. Or, il voit ceux-ci augmenter dans une plus grande proportion que sa dette; il pourra donc se libérer plus facilement.

Nous objecte-t-on, à ce propos, que cet élément ne jouerait pas assez rapidement pour permettre cette libération? Nous répliquons que le débiteur pourrait, en ce cas, invoquer justement l'article 1244 du Code civil pour obtenir des délais.

Nous avons appliqué ce système au cas le plus simple, celui du prêt; son application aux différentes espèces que nous avons vu plus haut aurait donné des résultats très raisonnables.

Prenons ainsi l'espèce soumise à la Cour de Toulouse (arrêt du 8 juillet 1920): le cheptel estimé se monte au total à 5.425 francs; admettons que la date de restitution ait été le 11 novembre 1919; au cours de l'or à cette date, la valeur du cheptel correspond alors à 11.375 francs. Le fermier doit donc présenter au bailleur un cheptel de valeur égale à cette somme.

Même application devrait être faite à toutes obligations d'argent, à tous paiements en général. Ainsi, pour dot promise avant-guerre et non payée, rapport à succession, etc. On nous pardonnera aisément de ne pas entrer dans les détails. Nous ne voulons ce-

pendant pas laisser de côté le cas des porteurs d'obligations d'une société financière dont les opérations consistent à consentir des prêts à des particuliers (Crédit foncier, par exemple). Le fonctionnement de cet établissement repose sur une succession de prêts dans lesquels il joue tout à tour le rôle de débiteur et de créancier. C'est en distinguant ces deux opérations que le système proposé pourrait être appliqué.

On peut faire tout d'abord à ce système le reproche d'être arbitraire, en ce sens que la rapidité des fluctuations de l'or entraînerait des différences notables dans les règlements. Par exemple, un prêt remboursé le 14 octobre 1919, le serait sur la base de 6 francs le gramme d'or, alors qu'un an plus tard le règlement devrait se faire sur la base de 10 francs. Mais nous ne pouvons y voir qu'une conséquence du jeu des contrats, qui a pu s'imposer sans discussion possible, d'ailleurs, aux particuliers ayant traité dans cette période (celle-ci a été marquée, en effet, par une hausse considérable des prix).

Aussi bien, dans l'exemple considéré, le débiteur n'aurait pas plus de raison de se plaindre que le créancier qui aurait été remboursé de sa créance un an plus tôt.

Une objection peut encore nous être faite. D'après le principe adopté, les intérêts doivent être payés également en billets de banque représentant leur valeur en francs or.

On peut alors concevoir que, selon la date d'exigibilité de la créance, le débiteur arriverait à payer un taux sinon illégal (1), du moins énorme et bien supérieur à l'intérêt pratiqué couramment.

Il convient de remarquer que le taux de cet intérêt ne serait nullement changé eu égard au capital nouveau à rembourser. Au surplus, l'application du principe sus-exposé pour le capital ne saurait empêcher le législateur de prendre des dispositions particulières en faveur du débiteur mobilisé ou dont les affaires réduites par la guerre ne pourraient donner de bénéfices suffisants.

Le législateur a eu recours à ces considérations d'équité dans la loi du 27 décembre 1920.

Une dernière remarque serait à faire pour répondre à un argument soutenu par Dumoulin, qui est d'ailleurs repris par des auteurs modernes (2).

« Lorsque les malheurs de l'État ont amené la diminution du titre des monnaies, ce qui a déjà ébranlé le crédit public, il n'est pas admissible que des citoyens viennent encore aggraver cette crise en discutant la valeur de la monnaie nouvelle. »

Pour adapter cet argument à notre époque, il faut admettre tout d'abord l'assimilation du papier mon-

(1) Le taux conventionnel n'est plus limité (art. 1^{er} de la loi du 18 avril 1918).

(2) GUILLOUARD, *Prêt*, n° 82 ; AUBRY et RAU, t. 4, § 318, n° 11 ; DUVERGIER, n° 177 ; TROPLONG, *Traité du prêt*, n° 240.

naie à la monnaie métallique ; nous nous sommes refusé à le faire.

L'admettrait-on, les conséquences indiquées par Dumoulin sont rien moins que certaines. La dépréciation du papier monnaie ne peut résulter que d'un seul fait, en principe, l'augmentation de l'inflation. Ce n'est pas, en tout cas, la considération des particuliers pour ce papier qui en fixe la valeur. Au surplus, comme celui-ci reste le seul moyen de paiement légal et qu'il en faudrait, avec notre système, une plus grande quantité pour les paiements, on est tenté de penser que nous aurions un résultat inverse à celui annoncé par Dumoulin.

Quoi qu'il en soit, le système exposé ci-dessus aurait offert l'avantage d'un règlement simple et surtout juridique de la question qui nous occupe. Le principe de stabilité des conventions auquel la jurisprudence n'a pas osé toucher serait resté intangible.

Nous allons maintenant exposer le second système, moins juridique peut-être, mais à coup sûr plus équitable et plus souple.

Nous avons discuté plus haut la théorie de l'imprévision, qui conduit une révision des contrats conclus avant la guerre. En restant dans les termes de l'article 1134 du Code civil, nous avons vu que le

juge pouvait tout au plus obliger les parties liées par un tel contrat à le révoquer de consentement mutuel ; il n'est pas douteux que ce système, s'il eût été admis, aurait entraîné bien des solutions arbitraires, selon les exigences des parties en présence. Et nous avons conclu que c'est au législateur qu'incombait le devoir de fixer les conditions de révision des contrats.

C'est précisément ce qu'il devait ordonner sur des bases semblables à celles adoptées dans la loi Failliot. Mais la résolution ne s'imposant pas toujours, il convenait de dicter les principes selon lesquels le juge, à défaut d'accord entre les parties, aurait dû arbitrer la nouvelle valeur de l'obligation discutée.

Le juge aurait eu ainsi à tenir compte de l'importance de cette obligation, de la durée de l'engagement, de la situation du débiteur avant et pendant la guerre. Il aurait eu, de même, la faculté d'accorder tous délais pour l'exécution de l'obligation.

Évidemment, cette loi aurait entraîné la révision de nombreux contrats et l'appréciation par les juges d'éléments souvent délicats à apprécier. Mais le nombre et même la complexité des litiges à solutionner ne saurait constituer un argument pour faire obstacle à un principe reconnu juste.

Au surplus, les juges n'auraient pas eu une tâche plus ardue que les membres des commissions arbitrales instituées par la loi du 9 mars 1918 ; il est même permis de penser qu'eu égard à la nature des

litiges et à leur importance, des éléments plus précis d'appréciation leur auraient été fournis.

Nous n'entendons pas soutenir que l'un de ces systèmes pourrait être appliqué aujourd'hui. Cette application serait trop tardive ; l'accoutumance à la spoliation est désormais acquise.

Peut-être, le législateur et les juges se félicitent d'avoir sauvé, malgré des circonstances anormales, le principe de l'article 1134 du Code civil, ainsi que le principe très contestable et abusivement étendu de l'article 1895.

Il est permis de le déplorer.

Vu : Le Président de la thèse,
R. PIÉDELIÈVRE.

Vu : Le Doyen,
H. BERTHÉLEMY.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
PAUL APPELL.

BIBLIOGRAPHIE

GRIMAUDET. — Traité des monnoyes.

DIGESTE.

ACCARIAS. — Précis de droit romain.

ESMEIN. — Étude sur les contrats dans le très ancien droit français.

DUMOULIN. — Traité « de mutatione monetarum ».

Sommaire du livre analytique des contrats,
usures...

II. BEAUNE. — Droit coutumier français ; les contrats.

SECOUSSE. — Collection des ordonnances des rois de France
(Préface).

PIGEONNEAU. — Histoire du commerce de la France.

G. D'AVENEL. — Histoire économique de la propriété, des
salaires, des denrées, de l'an 1200 jusqu'en l'an 1800.

PUFFENDORF, d'après BARBEYRAC. — Droit de la nature et
des gens.

POTHIER. — Traité du prêt.

TROPLONG. — Traité du prêt.

DURANTON. — Cours de droit civil français.

COLMET DE SANTERRE. — Cours analytique de droit civil.

GUILLOUARD. — Traité du prêt.

DEMOLOMBE. — Cours de Code Napoléon.

P. PONT. — Traité des petits contrats.

LAURENT. — Principes du droit civil français.

AUBRY et RAU. — Cours de droit civil.

FUZIER HERMAN. — Répertoire alphabétique de droit français.

DALLOZ. — Jurisprudence générale. Répertoire.
— Supplément.

Recueil d'arrêts.

SIREY. — Recueil d'arrêts.

BAUDRY-LACANTINERIE et BARDE. — Les obligations.

BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL. — Le louage, la société.

CAUVÈS. — Cours d'économie politique.

P. LEROY-BEAULIEU. — Traité d'économie politique.

Traité de la science des finances.

PLANIOL. — Traité élémentaire de droit civil.

WAHL. — Le droit civil et commercial de la guerre.

Revue Thémis.

Revue critique de législation et de jurisprudence.

Journal Officiel. — Documents parlementaires.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	9
CHAPITRE PREMIER. — <i>Le prêt d'argent dans le droit ancien.</i> — Caractère de la monnaie ancienne. Les altérations des monnaies. Principe adopté pour la restitution des espèces dans le contrat de prêt. Mesures prises par les créanciers pour éviter les conséquences des altérations. Doctrine de Pothier.	17
CHAPITRE II. — <i>Analyse des principes du Code civil concernant le prêt d'argent.</i>	41
CHAPITRE III. — <i>Caractères de la monnaie moderne.</i> — <i>Sens rationnel de l'article 1895 du Code civil.</i> — Doctrine moderne. Le principe de l'article 1895 Code civil est-il d'ordre public ?.....	47
CHAPITRE IV. — <i>Le cours forcé du billet de banque.</i> — <i>Distinction du but de ce régime et de ses conséquences.</i>	57
CHAPITRE V. — <i>Rétroactivité de la loi qui a institué le cours forcé.</i>	67
CHAPITRE VI. — <i>Examen des décisions de jurisprudence à l'occasion de litiges créés par la dépréciation du franc.</i> — Jurisprudence civile : question du cheptel. Jurisprudence administrative. Jurisprudence commerciale	73

	Pages
CHAPITRE VII. — <i>La théorie de l'imprévision. — La loi Failliot</i>	87
CHAPITRE VIII. — <i>Mesures prises par la Convention lors de la dépréciation des assignats</i>	95
CHAPITRE IX. — <i>Exposé des systèmes que le législateur pouvait adopter pour remédier aux conséquences de la dépréciation du franc sur les contrats conclus avant la guerre</i>	101
BIBLIOGRAPHIE	111
TABLE DES MATIÈRES	113

PARIS

LIBRAIRIE DE JURISPRUDENCE ANCIENNE ET MODERNE

EDOUARD DUCHEMIN

L. CHAUNY et QUINSAC, Successeurs

18, Rue Soufflot, 18 (V^e)

